



Insérer la Sécurité
alimentaire
aux programmes
de moyens
d'existence durables



Insérer la Sécurité alimentaire aux programmes de moyens d'existence durables

1^{re} Partie

Contexte et Concepts





Table des matières

1^{re} Partie

| | |
|---|-----------|
| Sommaire | 7 |
| Acronymes | 9 |
| Introduction | 11 |
| 1 Définition de la sécurité alimentaire | 13 |
| 2 Le droit à la nourriture | 15 |
| 3 Le soutien d'Oxfam Novib aux activités de Sécurité alimentaire | 19 |
| 4 Cadre concept de la sécurité alimentaire | 21 |
| 5 Cadre conceptuel des moyens d'existence durables | 23 |
| 5.1 Contexte de vulnérabilité | 23 |
| 5.2 Ressources des moyens d'existence | 29 |
| 5.3 La transformation des structures et des processus | 30 |
| 5.4 Les stratégies des moyens d'existence | 30 |
| 5.5 Les résultats des moyens d'existence | 30 |
| 6 Le lobby, les campagnes et le plaidoyer | 33 |
| 6.1 Le suivi de l'impact de l'OMC sur la sécurité alimentaire – L'accord sur l'agriculture | 33 |
| 6.2 Accords de libre échange – Accords d'échanges commerciaux régionaux et bilatéraux (ACR) | 34 |
| 6.3 Aspects de droits de propriété international liés au commerce (TRIP) | 35 |
| 6.4 Institutions financières internationales (IFI) | 36 |
| 7 Sommaire de l'approche d'Oxfam Novib de la sécurité alimentaire | 37 |
| 8 Evaluation de la politique de sécurité alimentaire d'Oxfam Novib | 39 |
| 9 Traduire les leçons en actions | 41 |
| Sources Citées | 45 |
| Annexe | 47 |
| Faits et chiffres sur l'ampleur de l'insécurité alimentaire | 47 |
| 2^{ème} Partie | |
| Une boîte à outil pratique | 49 |

Liste des tableaux et des chiffres

| | |
|--|----|
| Tableau 1 : Définition de la sécurité alimentaire | 13 |
| Figure 1 : Secteurs d'interaction | 16 |
| Figure 2 : Cadre conceptuel des causes de l'insécurité alimentaire | 21 |
| Figure 3 : Cadre des moyens d'existence durables | 23 |
| Tableau 2 : Différents niveaux d'actions, d'interventions, de concentration, d'objectifs et de résultats | 37 |
| Tableau 3 : Niveaux actuels et estimés de sous alimentation dans les pays en développement (FAO, 2006) | 47 |

Sommaire

En 2005, 815 millions de personnes des pays en développement étaient sous alimentées, consommant moins que le minimum de calories nécessaires pour une santé et une croissance saines. Depuis le Sommet mondial de l'alimentation de 1996 qui s'est tenu à Rome, peu de progrès ont été réalisés pour atteindre l'objectif qu'il s'était fixé de réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde. Oxfam Novib estime que cette situation est inacceptable.

Oxfam NOVIB travaille avec les organisations de la société civile, les mouvements sociaux, les gouvernements et le secteur privé pour réduire la pauvreté et améliorer ainsi le statut de sécurité alimentaire des plus démunis. Elle est aussi membre d'Oxfam International (OI) et coopère étroitement sur différents sujets avec des organisations Oxfam d'autres pays. Les activités d'Oxfam (Novib et OI) se répartissent sur trois secteurs principaux : s'occuper directement de la pauvreté, renforcer la société civile ainsi que les activités de lobby et de plaidoyer incluant la sensibilisation du grand public.

Le présent document retrace les années d'expériences découlant des efforts fournis pour la sécurité alimentaire. Il formule notre compréhension des multiples causes provoquant l'insécurité alimentaire. Elles sont liées à des facteurs allant du niveau individuel au niveau international. Elles sont proposées dans la 1^{re} partie de ce rapport. La 2^e partie aborde les différentes manières qu'utilisent les organisations pour incorporer ces sujets dans leur planning de projet, la mise en oeuvre, le suivi et les cycles d'évaluation.

Comprendre la sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire se compose de trois aspects clé ou piliers : la disponibilité, l'accès et l'utilisation. Le premier aspect porte sur la présence (ou l'absence) de nourriture dans une zone précise, le second touche la capacité des individus ou des ménages à revendiquer ces vivres et le troisième concerne leur capacité à utiliser la nourriture de manière à améliorer leur santé et leur bien-être. Les différences de genre jouent un rôle clé dans toutes ces étapes et doivent être prises en considération lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes de sécurité alimentaire.

Pour la sécurité alimentaire, Oxfam adopte une approche basée sur les droits, figurant dans les résolutions de différents traités internationaux, dont la Déclaration universelle des Droits de l'homme de 1948. Oxfam estime que la sécurité alimentaire est fondamentalement liée aux questions de moyens d'existence et de renforcement du pouvoir. La sécurité alimentaire individuelle sera le mieux comprise en partant des termes de santé, de nutrition, d'accès, d'installations sanitaires et de services sociaux. Le lien entre ces sujets est formulé dans le cadre conceptuel sur les causes de l'insécurité alimentaire (Figure 2). Ces sujets sont exposés dans le contexte plus large des forces sociale et économique, expliqué dans le cadre des moyens d'existence durables (Figure 3). Les tendances à long terme ayant des effets significatifs sur les options de moyens d'existence incluent les points suivants : la migration et les versements étrangers, le VIH/Sida et les pressions environnementales (dégradation des ressources, modification de l'utilisation des sols et les effets du bouleversement

climatique). D'autres aspects d'ordre international (notamment l'OMC, les Accords de libre échange, les droits de propriété intellectuelle et le rôle des Institutions financières Internationales) empêchent aussi les pauvres de renforcer leurs moyens d'existence durables.

En 2005, Oxfam Novib a revu les opérations de sécurité alimentaire conduites par les organisations que nous soutenons. Cette révision a fait ressortir les sujets importants suivants :

- La sécurité alimentaire nécessite une approche globale ;
- Lier l'agriculture et la santé ;
- Réaliser la sécurité alimentaire à travers les partenariats ;
- Relier la nourriture à la sécurité des revenus ;
- Intégrer le genre et impliquer les hommes dans les activités de nutrition ;
- Renforcer le pouvoir des gens ;
- Etablir des systèmes d'évaluation et de suivi et
- Influencer la politique nationale de sécurité alimentaire.

Les activités des partenaires d'Oxfam Novib touchant la plupart de ces sujets étaient satisfaisantes, mais elles l'étaient moins pour d'autres activités. La 2^e partie de ce rapport consiste à renforcer leurs performances dans les zones où elles pourraient être réalisées. Les critères fixés dans cette section auront aussi une influence lors de la sélection des futures organisations partenaires ainsi que pour l'adaptation des projets et des programmes par Oxfam Novib.

Une attention particulière sera accordée aux points suivants : le pilier d'utilisation de la nourriture ; aborder des sujets de genre stratégiques ; effectuer les activités d'évaluation et de suivi et améliorer la participation des organisations partenaires lors d'activités de plaidoyer et de lobby. La boîte à outils pratique propose une trajectoire de huit étapes de projets et de programmes de développement, que nous estimons de la plus haute importance :

- La description du problème ;
- L'analyse des acteurs principaux ;
- L'analyse des causes du problème ;
- L'analyse de genre avec les groupes cible ;
- L'analyse VIH/Sida ;
- La formulation du niveau d'intervention le plus approprié ;
- La mise en œuvre et
- L'évaluation, le suivi et l'apprentissage.

La 2^e partie du rapport propose des méthodes de collection de données, de planning participatif et d'identification et de sélection d'interventions appropriées. Elle propose une liste étendue d'interventions possibles, visant les différents niveaux suivants : individuel, domestique et communautaire, ainsi que les niveaux communautaire national et international. Les activités au premier niveau s'occupent des causes directes de la sous alimentation. Celles au deuxième niveau abordent les causes sous-jacentes de la sous alimentation et celles aux niveaux supérieurs touchent les causes structurelles de la sous alimentation. En intégrant ces trois approches, des solutions plus efficaces aux problèmes récurrents de l'insécurité alimentaire pourront être développés. Le rapport se termine en présentant une gamme d'indicateurs qui serviront à mesurer l'effectivité des interventions et à discuter de leurs avantages et désavantages.

Acronymes

| | |
|-------|--|
| ACP | Afrique, Caraïbes et Pacifique |
| Sida | Syndrome d'immunodéficience acquise |
| PAC | Politique agricole commune |
| CBO | Organisations basées sur les communautés |
| OSC | Organisations de la Société civile |
| APE | Accords de partenariat économique |
| UE | Union européenne |
| FTA | Accords de libre commerce |
| OGM | Organisme génétiquement modifié |
| VIH | Virus de l'immunodéficience humaine |
| IFI | Institutions financières internationales |
| FMI | Fonds monétaire international |
| PI | Propriété intellectuelle |
| KIC | Infrastructure des connaissances avec et entre les partenaires |
| PMA | Pays les moins avancés |
| OMD | Objectifs du millénaire pour le Développement |
| ONG | Organisations non gouvernementales |
| PRSP | Document de stratégie de réduction de la pauvreté |
| OI | Oxfam International |
| ACR | Accords commerciaux régionaux |
| MED | Moyens d'existence durables |
| SPM | Programme de gestion stratégique |
| TRIPS | Propriété intellectuelle des Droits liés au Commerce |
| WFS | Sommet mondial de l'alimentation |
| WID | Les femmes en développement |
| OMC | Organisation mondiale du commerce |



Introduction

L'impossibilité des ménages à subvenir à leurs besoins d'alimentation de base constitue un des signes les plus flagrants et les plus visibles de la pauvreté.

L'insécurité alimentaire ne résulte pas seulement de la pauvreté, elle en est aussi la cause. Briser le cycle de la pauvreté et de la faim exige une approche structurelle. Par conséquent, la sécurité alimentaire constitue un sujet clé de la mission d'Oxfam Novib pour réduire la pauvreté.

Pour réduire la pauvreté, Oxfam Novib travaille avec des organisations de la société civile, des mouvements sociaux, des gouvernements et le secteur privé. Oxfam Novib est membre d'Oxfam International (OI), une confédération d'organisations affiliées travaillant pour augmenter leur impact international pour lutter à l'échelle mondiale contre la pauvreté et l'injustice qui en découlent.

En 2005, 815 millions de personnes des pays en développement étaient sous alimentées, absorbant moins que le minimum de calories essentielles pour une santé et une croissance saines.¹ Oxfam Novib estime que cette situation est inacceptable. Il est important que plus d'efforts soient réalisés pour réduire la prédominance de la faim et pour atteindre l'objectif fixé par le Sommet mondial de l'alimentation en 1996 de réduire de moitié d'ici à 2015, le nombre des personnes sous alimentées.

Ceci implique pour Oxfam Novib et pour OI, la promotion des droits des gens à des moyens d'existence durables, en particulier dans les régions rurales où la pauvreté et la faim prédominent. Ceci suppose la promotion de l'agriculture, qui joue un rôle essentiel et irremplaçable pour garantir la sécurité alimentaire et qui est une source de revenus pour les deux tiers des pauvres de la planète. L'agriculture joue aussi un rôle clé pour influencer la disponibilité et l'accès à un éventail de biens publics sociaux et environnementaux. Aucun effort significatif pour réaliser les Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD) et les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation ne pourra réussir si la pauvreté rurale n'est pas abordée. Pour ce faire, Oxfam Novib soutient des actions axées sur les 3 stratégies principales suivantes : s'occuper directement de la pauvreté, renforcer la société civile ainsi que les activités de plaidoyer et de lobby.

But et structure du présent document

Le présent 'position paper' met l'accent sur les activités liées à la sécurité alimentaire soutenues par Oxfam Novib ainsi que les leçons apprises. Les expériences d'Oxfam Novib dans ce domaine datent de plusieurs décennies, lors de la réalisation des programmes d'alimentation et de nutrition (programmes VPO) financés par le gouvernement néerlandais, qui incluent de nombreux programmes de sécurité alimentaire réalisés par nos partenaires. En 2000, nous avons rédigé un document de politique général sur nos expériences à l'époque et en 2005, nous avons réalisé une évaluation sur la manière utilisée par nos partenaires pour réaliser cette politique de sécurité alimentaire. A partir de ces conclusions et des discussions qu'elles ont entraînées, nous avons décidé de mettre ce travail à jour, en prenant en considération le contexte changeant au sein duquel ces activités sont réalisées.

¹ Voir *State of Food Insecurity in the World, 1996. Food and Agriculture Organisation of The United Nations, 1996.*

Ce position paper est spécialement conçu pour le personnel d'Oxfam Novib et pour nos partenaires (les donateurs, les organisations que nous soutenons etc.), afin de les aider lors du planning et de l'exécution des activités de sécurité alimentaire. Il reflète ce que nous avons réalisé avec nos partenaires et ce que nous avons appris tout au long du parcours et détermine notre direction et nos stratégies futures. Le présent rapport utilise les expressions OI et Oxfam pour se référer aux efforts conjoints des adhérents d'Oxfam.

Ce position paper comprend deux parties. La 1^{re} partie expose le contexte et les concepts et est structurée comme suit :

- Section 1 : Définition de la Sécurité alimentaire
- Section 2 : La nourriture en tant que Droit
- Section 3 : Le soutien d'Oxfam Novib aux activités de Sécurité alimentaire
- Section 4 : Cadre conceptuel de Sécurité alimentaire
- Section 5 : Cadre des moyens d'existence durables
- Section 6 : Lobby, campagnes et plaidoyer
- Section 7 : Sommaire de l'approche d'Oxfam Novib par rapport à la sécurité alimentaire
- Section 8 : Evaluation de la politique de sécurité alimentaire d'Oxfam Novib
- Section 9 : Traduire les leçons en actions

La 1^{re} Partie présente les concepts et les cadres décrivant le mieux les causes de l'insécurité alimentaire à différents niveaux, allant du niveau individuel au niveau international. A chaque niveau, on tente d'illustrer les principaux facteurs qui touchent la sécurité alimentaire. Il fournit aussi une vue d'ensemble des recommandations et des leçons apprises formulées dans l'évaluation de la politique de sécurité alimentaire d'Oxfam Novib en 2005 ainsi qu'une vue d'ensemble sur la manière dont nous envisageons de transformer ces leçons en pratiques dans le futur.

Le document est conçu de manière à permettre au lecteur de lire les parties qui les intéressent sans devoir lire tout le document. L'annexe fournit des faits et des chiffres sur l'étendue du problème mondial d'insécurité alimentaire.

La 2^e Partie du rapport est une boîte à outils fournissant les outils et les ressources pour les spécialistes, en particulier ceux avec lesquels nous travaillons et qui souhaiteraient présenter une prochaine demande de financement. Elle expose nos priorités futures et les critères que nous appliquerons lors de l'évaluation des demandes de financement pour les prochains projets de sécurité alimentaire.

1 Définition de la sécurité alimentaire

Oxfam Novib adopte la définition de sécurité alimentaire formulée lors du sommet mondial de la sécurité alimentaire de 1996 : “La sécurité alimentaire est assurée au niveau individuel, dans les ménages, au niveau national, régional et mondial quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine”.² Cette définition comprend différents aspects comme illustrés dans le Tableau 1.

Tableau 1 : Définition de la sécurité alimentaire

| Tout le monde dispose | | | |
|--------------------------------|--|---------------|-------------|
| A tout moment | de stabilité et de disponibilité alimentaire, d'accès et d'utilisation tout au long de l'année et à tout moment. La protection contre les risques touchant la sécurité alimentaire des gens. | | |
| L'accès au | droit à la nourriture. Les gens ont droit à une quantité suffisante de nourriture. La disponibilité de la nourriture à un prix abordable dépend du pouvoir d'achat et du prix du marché de la nourriture. Avoir sa propre production dépend des droits à la terre etc. | | |
| Et contrôle | le pouvoir de prendre des décisions relatives à la production alimentaire, à la distribution, à la consommation etc. | | |
| Des quantités suffisantes | de nourriture pour satisfaire à leur demande alimentaire quotidienne et un stock suffisant au niveau des ménages et des communautés pour faire face à une catastrophe. | | |
| De nourriture de bonne qualité | Une variété d'aliments nutritifs de bonne qualité, sûrs et culturellement appropriés. | | |
| Pour une vie active et saine | Une consommation adéquate et une bonne utilisation biologique de la nourriture, résultant en un statut nutritionnel adéquat des gens. | | |
| Equité | Disponibilité | Accessibilité | Utilisation |

Il existe donc trois aspects ou piliers de la sécurité alimentaire : la disponibilité, l'accès et l'utilisation. Ces trois piliers seront mis en place pour garantir la sécurité alimentaire. Ils sont séparément abordés ci-dessous.

Disponibilité : Dans certains pays en développement, la disponibilité de la nourriture (la stabilité de la disponibilité de la nourriture incluse) peut constituer un facteur limitant la réalisation de la sécurité alimentaire. Les ménages pourraient être dans l'incapacité de cultiver une nourriture suffisante à leurs besoins où il pourrait y avoir une insuffisance de nourriture sur les marchés locaux suite à une productivité agricole réduite ou à une mauvaise infrastructure. Assurer la disponibilité alimentaire signifie assurer la disponibilité suffisante de nourriture pour toutes les personnes, par exemple, en améliorant la production locale (ou nationale) ou en important de la nourriture.

² FAO. 1996, la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation. Sommet mondial de l'alimentation 13-17 novembre 1996, Rome.

Accès : L'accès à la nourriture est assuré lorsque tous les ménages (et tous les individus au sein de ces ménages) peuvent disposer d'une nourriture suffisante et appropriée pour un régime nutritionnel. Renforcer le pilier d'accès à la nourriture implique de permettre aux gens soit de produire de la nourriture, soit de l'acheter sur le marché. Il est primordial que l'accès soit consistant et constant. C'est souvent un problème pour les ménages pauvres qui n'ont pas toujours la possibilité d'assurer des stocks suffisants pour 'la saison de disette' ou de générer un niveau de revenu suffisant. Améliorer l'accès à la nourriture signifie aussi qu'il faut reconnaître que les individus d'un même ménage pourraient disposer de différents niveaux d'accès. La distribution de la richesse et des revenus au sein d'un ménage, les différences de pouvoir et de prestige liés à l'âge, au sexe, à la culture et à la religion peuvent tous contribuer à la création de niveaux d'accès inégaux.

Utilisation : L'utilisation touche la consommation et la nutrition ; exemple, la capacité du corps humain à transformer la nourriture en énergie et en éléments nutritifs nécessaires pour réaliser les activités journalières ou stocker des réserves. L'utilisation implique un régime adéquat et varié ainsi qu'un environnement physique sain (pour éviter les maladies) et comprendre comment réaliser des stocks adéquats et des pratiques de préparation. La sécurité nutritionnelle implique qu'il faut avoir accès à une nourriture appropriée, bien soignée ainsi qu'un accès aux services sociaux de base. L'utilisation adéquate de la nourriture implique un travail au niveau individuel pour assurer la sécurité nutritionnelle.

A l'intérieur de chaque pilier, il est important de voir comment les rôles de genre touchent la sécurité alimentaire. Dans la plupart des sociétés, les femmes sont les seules responsables pour préparer, cuisiner, conserver et stocker la nourriture de la famille – de plus, dans de nombreuses sociétés, elles sont les principales responsables de sa production et/ou de son achat. Toutefois, les femmes n'ont pas souvent le pouvoir de décision sur la manière d'utiliser les ressources ménagères et de les distribuer au sein du ménage. La recherche montre que tant que les femmes n'auront pas le contrôle sur les ressources du ménage, toute augmentation du revenu du ménage ne sera pas utilisée pour une amélioration nutritionnelle optimale. C'est la raison pour laquelle, il faudra intégrer entièrement les besoins de genre dans les programmes de sécurité alimentaire.

La sécurité alimentaire a avant tout besoin d'être abordée en termes d'individus : le statut nutritionnel des membres individuels d'un ménage constitue l'objectif fondamental. Toutefois, d'autres niveaux empiètent sur le niveau individuel ; ainsi, la sécurité alimentaire implique aussi qu'il faudra tenir compte des différents niveaux d'association au-delà de l'individu et du ménage : communautaire, régional, national et international. Alors qu'à l'échelle planétaire voire aux niveaux nationaux, la nourriture est disponible en quantités suffisantes, il peut y avoir des pénuries aux niveaux régional, de la communauté, des ménages ou au niveau individuel.

2 Le droit à la nourriture

En 2000, Oxfam Novib et OI ont adopté une approche basée sur les droits comme cadre de toutes leurs activités.³ La sécurité alimentaire constitue une partie des activités d'Oxfam liée au droit à des moyens d'existence durables (Objectif 1). Le droit à une nourriture adéquate et le droit à ne pas souffrir de la faim sont fermement établis dans la loi internationale y compris la Déclaration universelle des droits de l'homme (Article 25.1) de 1948, le Pacte international de 1966 relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Articles 11.1 et 2) et la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989 (Article 24.1).

En ratifiant ces instruments légaux, les états reconnaissent leur obligation de respecter, de protéger et d'accomplir (c.-à.-d. faciliter et – en tant qu'ultime recours – fournir) la réalisation progressive du droit à une nourriture adéquate.

Le droit de ne pas souffrir de la faim implique que les états ont l'obligation d'assurer au moins que les gens ne souffrent pas de malnutrition. Ce droit est lié de manière intrinsèque au droit à la vie et son application ne devrait pas interférer avec la jouissance d'autres droits humains.⁴

Pour jouir entièrement du droit à la nourriture, les gens doivent avoir accès aux soins de santé et à l'éducation, au respect de leurs valeurs culturelles, au droit à la propriété et au droit de s'organiser économiquement et politiquement. Le droit à la nourriture est lié de manière intrinsèque à l'éventail des droits humains et sa réalisation est essentielle pour la lutte contre la pauvreté.

Une approche de la sécurité alimentaire basée sur les droits insiste sur le fait que bénéficier des besoins de base est un droit et pas une charité. Une approche basée sur les droits renforce les détenteurs de droit en leur permettant de participer à la réalisation de leur droit à la nourriture. L'application des principes des droits humains fait partie intégrante du processus d'éradication de la faim et de l'accomplissement de la sécurité alimentaire. Les principes clé pour une approche basée sur les droits sont les suivants : responsabilité, non-discrimination, transparence, montée en puissance et participation.

A partir d'une perspective basée sur les droits, les gouvernements sont en définitive responsables d'assurer le droit à la nourriture. Par le biais des politiques qu'ils créent et appliquent, les gouvernements peuvent soit assurer, soit affaiblir la sécurité alimentaire des gens. En 2004, le Conseil de la FAO a adopté des Directives pour soutenir l'application progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.⁵ L'objectif de ces Directives volontaires consiste à fournir des conseils pratiques aux états lors de la mise en oeuvre de la réalisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la

³ Ceci inclut toutes les activités d'Oxfam, qui s'est fixé cinq objectifs : le droit à des moyens d'existence durables (Objectif 1) ; le droit aux services sociaux de base (Objectif 2) ; le droit à la vie et à la sécurité (Objectif 3) ; le droit d'être entendu (Objectif 4) et le droit à une identité (Objectif 5).

⁴ L'acquisition de quantités suffisantes de nourriture pour un régime adéquat ne devrait pas être trop chère afin de ne pas menacer la satisfaction d'autres droits, ou d'être accomplie au détriment des droits civils et politiques.

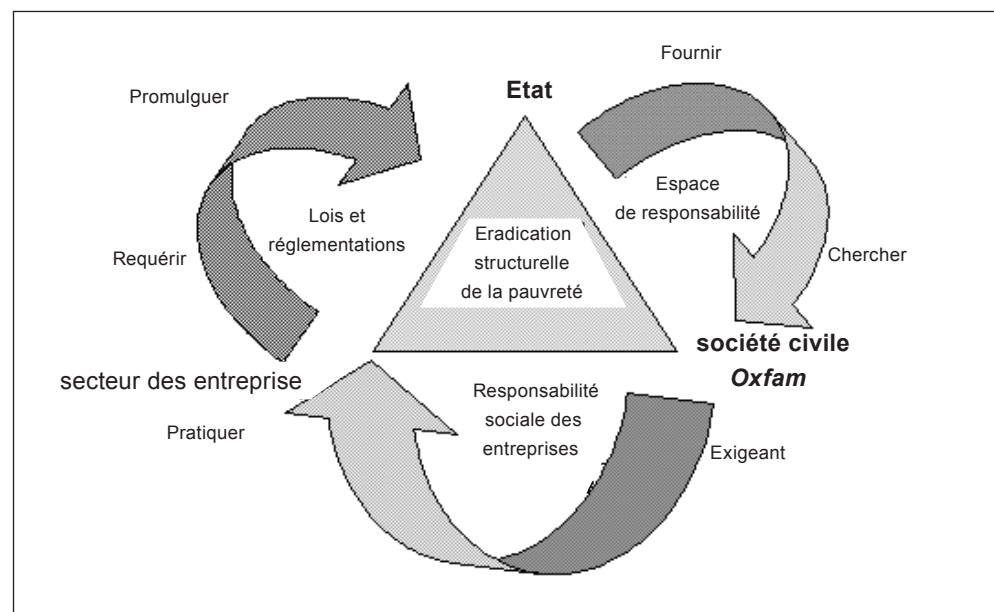
⁵ Les Directives volontaires ne sont pas légalement contraignantes, mais sont établies d'après la loi internationale et fournissent des conseils sur l'application des obligations existantes (rendez-vous sur : http://www.fao.org/righttofood/index_en.htm).

sécurité alimentaire nationale et de répondre ainsi aux objectifs du Plan d'Action du Sommet mondial de l'alimentation.

Oxfam Novib estime que le secteur privé a une responsabilité et un rôle à jouer dans la réduction de la pauvreté (voir Figure 1). En particulier les multinationales du secteur agricole et alimentaire devraient reconnaître leurs responsabilités sociales et environnementales. Elles devraient payer des prix avantageux pour que les agriculteurs soient à l'abri de la pauvreté. Elles devraient s'engager à fournir des contrats et des conditions de travail respectant les lois nationales et les standards internationaux. Par le biais de leurs procédures de gestion et le plaidoyer, elles devraient promouvoir activement le développement durable, l'équité sociale et les conditions de travail améliorées dans le commerce et la production agricole.

Oxfam Novib encourage les entreprises à donner un sens à leur responsabilité sociale, à travers un débat dans la société, en entamant un dialogue constructif avec elles et au moyen de différentes formes de coopération. Oxfam Novib attire par ailleurs l'attention du public sur les entreprises qui ne prennent pas sérieusement leurs responsabilités mais qui contribuent à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire.

Figure 1 : Secteurs d'interaction



Comme illustré dans la figure 1, Oxfam Novib estime que la société civile, l'état et le secteur des entreprises ont tous un rôle à jouer pour assurer la sécurité alimentaire et les moyens d'existence durables. Les expériences locales peuvent fournir une base aux débats mondiaux et encourager ailleurs dans le monde, les gens et les organisations à adopter de nouvelles pratiques et politiques. De même, les réseaux mondiaux peuvent faire pression sur les gouvernements nationaux pour protéger et renforcer les systèmes de moyens d'existence afin que les gens ne soient plus victime d'injustice et d'insécurité alimentaire.

Oxfam Novib travaille avec de nombreuses organisations de la société civile (OSC) et des mouvements sociaux à l'échelle mondiale. Certaines OSC et mouvements sont conscientes des limites dans le concept de la sécurité alimentaire et préfèrent utiliser l'expression de Souveraineté alimentaire. Le concept de Souveraineté alimentaire était présenté pour la première fois par Via Campesina lors du Sommet mondial de

l'alimentation organisé à Rome en 1996. La souveraineté alimentaire est le droit des peuples, des communautés et des pays à définir leurs propres politiques agricoles, de travail, piscicole, alimentaire et des terres pour répondre à leurs circonstances spécifiques. Cette approche favorise l'agriculture familiale à petite échelle, les systèmes alimentaires ancrés dans les cultures alimentaires locales et les pratiques agroécologiques plutôt que les systèmes agricoles industrialisés, le contrôle des entreprises de la nourriture et de l'agriculture et des chaînes de distribution étendues. Le Comité international de planification ONG/OSC pour la souveraineté alimentaire (IPC) – un mouvement global d'organisations de la société civile et de mouvements sociaux a organisé le premier Forum Mondial pour la Souveraineté Alimentaire à Rome en 2002. Son objectif consistait à coordonner et à promouvoir le débat entre les ONG, les OSC, les agences de l'ONU ainsi que d'autres organisations internationales sur tous les sujets liés à l'agriculture et à l'alimentation.⁶ Oxfam Novib soutient quelques organisations impliquées dans le mouvement de la Souveraineté alimentaire. Nous suivons avec intérêt comment le concept de Souveraineté alimentaire sera opérationnel au niveau des programmes et des projets et quel sera son impact au niveau individuel.

⁶ *Aujourd'hui, l'IPC-FS est reconnu par les organisations des Nations unies comme un corps représentatif réputé pour ses négociations sur l'alimentation et la nutrition.*



3 Le soutien d'Oxfam Novib aux activités de Sécurité alimentaire

Oxfam Novib soutient de nombreuses organisations actives dans la réalisation de la sécurité alimentaire. Elles travaillent sur l'Objectif 1 – le droit à des moyens d'existence durables et une sécurité alimentaire améliorée constituent un objectif et un résultat de ces projets. Pour l'Objectif 1, nos partenaires opèrent dans 19 pays noyaux et 10 groupes régionaux, ainsi qu'aux Pays-Bas et au niveau mondial. La manière de coopérer entre Oxfam Novib et ces partenaires pour réaliser la sécurité alimentaire et la sécurité des revenus est fixée en détail pour chaque pays noyau et groupe régional dans les Strategic Portfolio Management Plans (SPM) 2007-2010.

Même si les situations diffèrent d'un endroit à l'autre, il existe des défis communs pour réaliser la sécurité alimentaire et la sécurité des revenus. Ils sont globalement classifiés comme suit : une distribution inégale de la terre et d'autres ressources productives ; l'inefficacité des marchés locaux et une altération des marchés nationaux dues aux exportations agricoles subventionnées ou au dumping, des services d'extension faibles, peu ou pas d'infrastructure, le manque d'information, le manque d'opportunités non agricoles, peu ou pas de recherche sur ou le soutien des petits agriculteurs, un accès limité aux crédits, une participation faible ou inexistante des agriculteurs pauvres dans les prises de décisions politiques gouvernementales ainsi que le VIH/Sida.

Oxfam Novib soutient des programmes et des projets à travers les trois stratégies liées suivantes :

- Des activités directes de réduction de la pauvreté – des activités conçues pour améliorer les revenus et la sécurité alimentaire, comme la croissance de la productivité agricole, l'accès aux marchés ou au crédit, l'amélioration de la gestion des ressources naturelles, etc.
- Les activités de plaidoyer axées sur le changement des politiques et des pratiques et ainsi, l'amélioration du contexte des moyens d'existence agricoles et ruraux (ex. les droits à la terre, les droits aux pâturages etc.)
- Les activités de renforcement de la société civile orientées vers la création et le renforcement des capacités organisationnelles des organisations de la société civile (ONG, CBO, organisations de producteurs etc.), la création et le renforcement des alliances entre les acteurs de la société civile ; le renforcement des capacités de plaidoyer et le renforcement de la citoyenneté (tant au Nord qu'au Sud).

Certaines organisations travaillant pour l'Objectif 1 entreprennent des activités liées à l'Objectif 2 (le droit aux services sociaux de base). En 2006, OI a lancé la campagne intitulée *Campagne des Services Essentiels* pour attirer l'attention sur l'état lamentable des services de base dans de nombreux pays,⁷ avec pour objectif d'améliorer l'accès des pauvres et des femmes pauvres en particulier, aux services essentiels comme l'éducation, l'eau et les services de santé qui contribuent tous à la sécurité alimentaire.

⁷ Voir "In the Public Interest; health, education and water and sanitation for all" Oxfam, 2006.

Nos organisations partenaires opèrent par ailleurs dans des régions touchées par des catastrophes et des conflits (Objectif 3). Le déplacement des gens, la perturbation de la production agricole et de la distribution alimentaire menacent de faim et de famine des millions de personnes. Les conflits détruisent les terres, l'eau, les ressources biologiques et sociales pour la production alimentaire, tandis que les dépenses militaires utilisent des ressources qui auraient pu être investies pour la santé, l'éducation, l'agriculture et la protection de l'environnement. En même temps, l'insécurité alimentaire peut aggraver un conflit, en particulier lorsqu'il est suivi par d'autres chocs et stress.

Les programmes de sécurité alimentaire ordinaires ne peuvent répondre à des situations d'urgence. Si l'aide alimentaire constitue une réponse possible à ce genre de situations elle n'est pas un outil approprié ou efficace pour répondre à de nombreux besoins humanitaires ou de développement. En particulier, l'aide alimentaire n'arrive pas à améliorer l'accès à la nourriture, à cause des délais de livraison, la monétisation et les disparités entre les besoins des bénéficiaires et ce qu'ils reçoivent.⁸ D'autres réponses qui pourraient être plus appropriées devraient être explorées parallèlement à celles-ci. Ce qu'il faut, c'est une aide adéquate renforçant les gens touchés par des crises et qui répond directement et dignement à leurs besoins prioritaires. Par exemple, Oxfam a fait des essais avec des transferts d'argent et estime que dans certains contextes,⁹ des interventions ayant recours aux transferts d'argent sont plus appropriées. De plus, l'aide alimentaire et les réponses humanitaires ne résolvent pas le problème de la faim à long terme. Améliorer les moyens d'existence des hommes et des femmes pauvres et adopter la croissance agricole sont essentiels à la réduction de la faim.

Quelle que soit la stratégie, Oxfam Novib insiste sur les points suivants :

- 1 Le besoin d'une approche globale
- 2 Lier l'agriculture et la santé
- 3 Réaliser la sécurité alimentaire par le biais de partenariats (multi sectoriel)
- 4 Associer la nourriture à la sécurité des revenus
- 5 Intégrer le genre et impliquer les hommes dans les pratiques de nutrition et de soins
- 6 Renforcer la puissance des gens
- 7 Influencer les politiques nationales et internationales touchant la sécurité alimentaire des gens.

Les sections suivantes expliquent comment y arriver : comment assurer la sécurité alimentaire des hommes, des femmes et des enfants. Pour comprendre les processus utilisés et comment y remédier, il est utile de commencer par le niveau individuel et d'opérer jusqu'au niveau international. Le cadre conceptuel de sécurité alimentaire (figure 2) nous aide à comprendre les causes de l'insécurité alimentaire et les problèmes de moyens d'existence au niveau individuel, des ménages et de la communauté. Aux niveaux plus élevés, les cadres des moyens d'existence (figure 3) nous permettent d'identifier les facteurs d'influence sur les moyens d'existence durable au niveau national, régional et de la communauté. Au niveau international, il est nécessaire d'examiner la distribution du pouvoir entre les pays développés et les pays en développement.

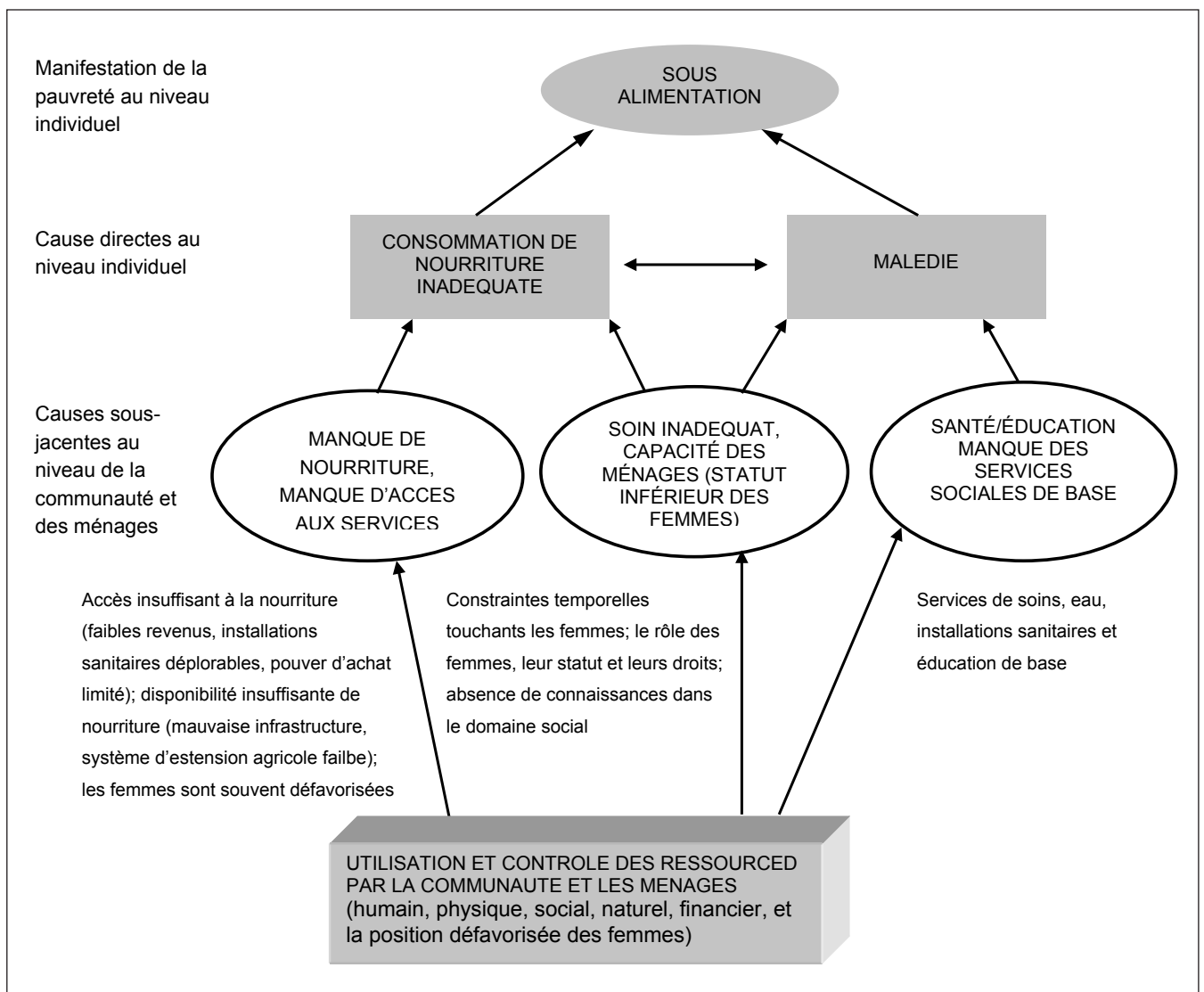
⁸ Voir "Food Aid or Hidden Dumping? Separating wheat from chaff" Oxfam, 2005.

⁹ Les pays suivants ont récemment bénéficié de programmes de transfert d'argent fournis par Oxfam : Kenya, Ouganda, Somalie, Haïti, Bangladesh, Afghanistan, Pakistan et Philippines. Des programmes similaires sont en ce moment mis au point en Indonésie et au Sri Lanka.

4 Cadre concept de la sécurité alimentaire

Pour aborder l'insécurité alimentaire, il faudra avoir une vision claire de ses causes et les analyser. La figure 2 propose une vue d'ensemble des causes de l'insécurité alimentaire au niveau individuel, des ménages et de la communauté.

Figure 2 : Cadre conceptuel des causes de l'insécurité alimentaire



Causes directes au niveau individuel

La figure 2 illustre que les causes directes du statut nutritionnel d'une personne sont la consommation de la nourriture et l'état de santé. L'interaction entre ces facteurs crée souvent un cercle vicieux : une personne sous alimentée dont la résistance à la maladie est compromise, risque de tomber malade plus rapidement et que son état de sous alimentation ne s'aggrave. Les personnes, les enfants en particulier, qui rentrent dans ce cycle de sous alimentation et de maladie sont exposés à entrer rapidement dans une spirale potentiellement fatale vu qu'une condition entraîne l'autre. A des moments particuliers de leur cycle de vie, (ex. la grossesse, l'allaitement etc.) les femmes ont besoin de soins nutritionnels supplémentaires.

Causes sous-jacentes aux niveaux des ménages et de la communauté

Ces causes directes et individuelles sont influencées à leur tour par les trois causes sous-jacentes suivantes : manque de sécurité alimentaire des ménages, capacité de soins inadéquate au sein des ménages et manque d'accès aux services sociaux de base. Ces causes sous-jacentes de second niveau, font ressortir la nature multi-sectorielle de la sous alimentation et de l'insécurité alimentaire.

Une bonne santé et une alimentation saine sont déterminées par la disponibilité des services sociaux de base au sein de la communauté ainsi que l'accès, la qualité et l'utilisation de ces services.

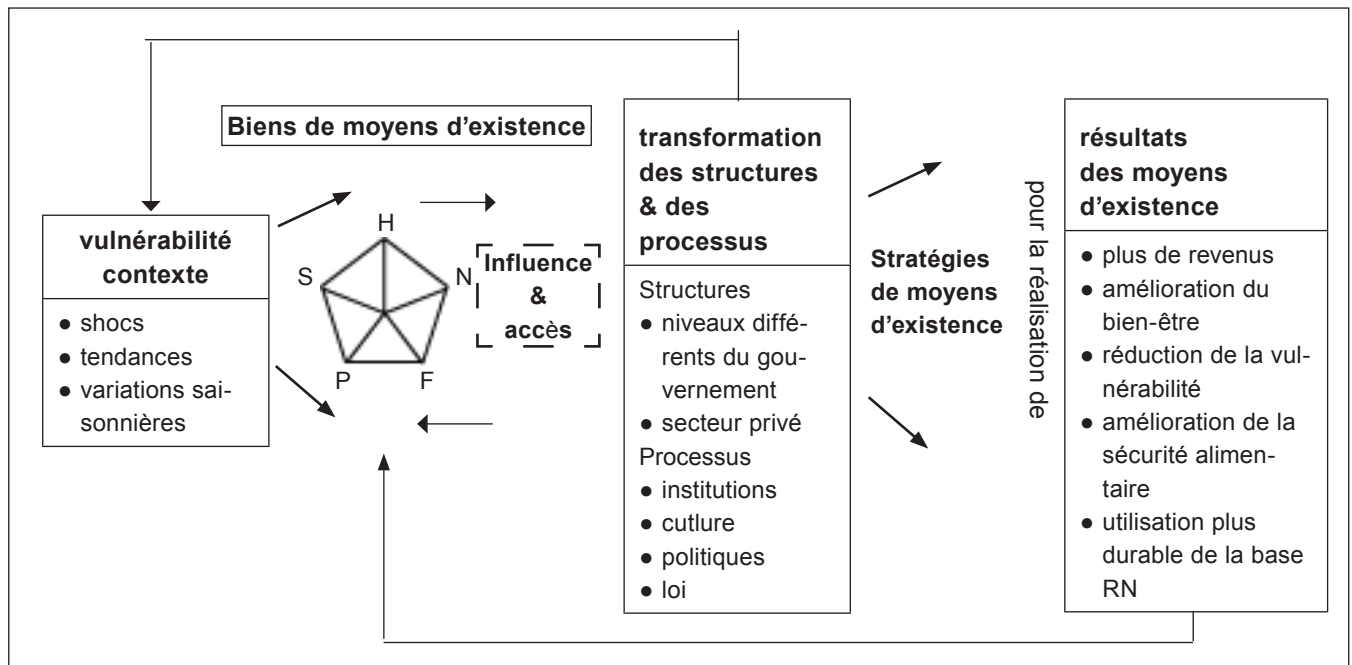
Les communautés ont besoin de services de santé curatifs et préventifs abordables et de qualité. L'absence d'un accès direct à l'eau et des installations sanitaires déplorables constituent des causes sous-jacentes de sous alimentation et des facteurs clé dans le cycle de la malnutrition et des maladies. L'accès inadéquat à l'eau, affecte aussi indirectement la nutrition en augmentant les charges de travail des femmes (à cause du temps et de l'énergie consacrés pour chercher l'eau). Une éducation inadéquate ou insuffisante, celle des femmes en particulier, constitue souvent une couche sous-jacente de malnutrition vu qu'elle aggrave l'incapacité de générer et de contrôler les ressources et d'utiliser au mieux les ressources disponibles afin d'améliorer la base nutritionnelle de leurs familles.

La figure 2 nous permet de comprendre les causes de la malnutrition au niveau individuel, des ménages et de la communauté. Toutefois, il est aussi important de lier ces niveaux aux niveaux plus élevés. Le cadre de Moyens d'existences durables (MED) peut y aider, il est décrit dans la section suivante.

5 Cadre conceptuel des moyens d'existence durables

Comme mentionné plus haut, Oxfam Novib considère que le droit à la nourriture est ancré dans le droit à des moyens d'existence durables (MED) (Objectif 1). Les moyens d'existence renvoient aux capacités, aux biens et aux activités nécessaires à la réalisation d'un gagne-pain. Le cadre MED (Figure 3) se fonde sur la Figure 2 et nous permet d'établir les liens entre les différents aspects (les causes et les manifestations) de la pauvreté et de donner priorité aux réponses au niveau opérationnel.

Figure 3 : Cadre des moyens d'existence durables



Clés : H : capital humain, S : capital social, N : capital naturel, P : capital physique, F : capital financier

Adapté sur : http://www.livelihoods.org/info/guidance_sheets_pdfs/section1.pdf

Une explication plus détaillée du cadre MED figure ci-dessous, chaque aspect du cadre est décrit et "déballé" pour améliorer la compréhension des corrélations entre ces aspects. Les explications suivent l'ordre de succession de la Figure 3, de gauche à droite.

5.1 Contexte de vulnérabilité

Il concerne la manière selon laquelle l'environnement externe touche les ménages individuels et les personnes qui les composent, parfois de manières différentes. Il est important de faire la distinction entre les chocs, les tendances et les variations saisonnières.

Les chocs

Les chocs, comme les tremblements de terre, les inondations, les maladies, la perte de travail, les conflits violents, la destruction des infrastructures physiques (comme les routes, les ponts), etc. affectent tous la sécurité alimentaire. Dans de nombreux cas, les programmes réguliers seront stoppés et remplacés par une aide humanitaire et d'urgence.

Variations saisonnières

Des fluctuations saisonnières nocives, comme les fluctuations des prix du marché des récoltes et du bétail, les fluctuations de la disponibilité alimentaire liées aux changements climatiques saisonniers, insectes nuisibles etc.

Tendances

Différentes tendances affectent aujourd'hui la sécurité alimentaire des gens ainsi que la durabilité et la résistance des moyens d'existence aux chocs externes. Oxfam Novib considère que les tendances suivantes sont importantes pour comprendre les causes de l'insécurité alimentaire et pur y répondre de manière appropriée. L'importance relative de ces tendances variera selon l'endroit. Certaines sont abordées par les programmes d'Oxfam et les organisations partenaires, d'autres en moindre mesure. Oxfam (NOVIB et OI) poursuit le suivi de ces tendances. Pour plus de détails, consultez le Business Plan d'Oxfam Novib ainsi que le Plan stratégique d'OI.

Migration et versements étrangers

La migration et les versements étrangers ont un rôle de plus en plus important dans les moyens d'existence des gens de la planète. Les membres d'un ménage sont de plus en plus mobiles, partageant leur temps entre les régions urbaines et rurales. Par le biais de la migration, beaucoup de personnes et de nombreux ménages cherchent à améliorer leurs revenus et la sécurité de leurs moyens d'existence. Toutefois, la migration peut aussi découler de conflits, de stress environnemental ou d'autres facteurs 'd'exclusion'. Le genre influence le modèle de migration vu que les modèles diffèrent selon les sexes et ne répondent pas de la même manière à la migration. En Amérique latine, les femmes migrant vers les villes ont joué un rôle majeur dans la réduction de la pauvreté rurale en envoyant de l'argent à leur village natal. Dans certaines régions d'Afrique subsaharienne, la migration masculine vers les régions urbaines a entraîné une croissance rapide des ménages ruraux avec une femme à la tête. La migration peut avoir des effets positifs et négatifs sur la sécurité alimentaire. Il est important d'analyser minutieusement les effets spécifiques de la migration sur les ménages ainsi que sur les niveaux de sécurité alimentaire avant de concevoir un programme de sécurité alimentaire.

Les versements étrangers ont une importance vitale pour les ménages ruraux dans différentes parties de la planète. Il est clair que les versements étrangers sont principalement utilisés pour des besoins comme la nourriture et les vêtements (Crush et al. 2006 ; Siddiqui & Abrar 2001), même si certains montants sont utilisés pour améliorer la production agricole, contribuant ainsi à des améliorations à long terme pour les revenus et la sécurité alimentaire. En Afrique de l'Est, les ménages ruraux bénéficiant de versements étrangers comptent parmi les fermiers les plus productifs. Une étude effectuée par Oucho fait ressortir que 48 % des versements urbains sont utilisés pour acheter ou pour améliorer la productivité des sols (in Crush et al. 2006: 21). Les versements peuvent aider à renforcer les liens entre les ménages ruraux et urbains, ce qui peut stimuler l'économie rurale au niveau des ménages et des communautés.

Toutefois, la migration peut aussi priver des secteurs de ses ouvriers, produisant ainsi un effet négatif sur la production et augmentant l'insécurité alimentaire des ménages ruraux. Dans certaines régions du monde, la migration est principalement un phénomène de personnes adultes de sexe masculin laissant aux femmes la charge de la gestion journalière de la ferme et du soutien de la famille. Des micro-recherches sur la répartition du travail par genre et du temps consacré aux systèmes agricoles montrent en général que les femmes rurales des ménages pauvres consacrent plus d'heures au travail que les hommes et qu'elles sont en grande partie responsables des tâches domestiques et agricoles. Donc, pour les familles rurales principalement actives au niveau agricole, la migration des hommes (et d'autres facteurs provoquant des pénuries de travail) modifie profondément la répartition traditionnelle du travail. La principale conséquence de ces changements augmente souvent la charge de travail des femmes et dans certains cas, entraîne une diminution de la productivité agricole à cause de la pénurie du travail masculin. Les femmes doivent souvent assurer des tâches supplémentaires, comme le défrichage et le labourage. Pour compenser l'absence du travail des hommes, les femmes organisent des échanges de travail avec les autres femmes, en travaillant plus d'heures ou, si elles reçoivent des versements étrangers et bénéficient d'autres sources de revenus, en engageant de la main d'œuvre. Elles ont aussi recours à d'autres stratégies comme la réduction des espaces cultivés ou choisissent des cultures nécessitant moins de travail, mais moins nutritives, ce qui pourrait mettre en danger la sécurité alimentaire du ménage.

Si l'argent se déplace des régions urbaines vers les régions rurales, la nourriture, elle, se déplace des régions rurales vers les régions urbaines. Les ménages ruraux ayant accès à des ressources de production envoient de la nourriture aux régions urbaines ; ces transferts de nourritures sont d'une importance vitale pour la sécurité alimentaire urbaine.

La migration et les versements étrangers ont été identifiés comme un nouveau thème dans le Business Plan d'Oxfam (2007-2010). Dans les années à venir, Oxfam Novib déterminera des opportunités pour augmenter son soutien au travail, ce qui augmentera les effets positifs de ces tendances tout en minimisant les effets négatifs.

VIH/Sida¹⁰

Oxfam Novib reconnaît que la pandémie du VIH/Sida constitue une menace majeure à la sécurité alimentaire et au développement. Comme la majorité des personnes atteintes du Sida sont de jeunes adultes qui, en temps normal, s'occupent des récoltes, la production alimentaire a fortement chuté dans les pays à forte prévalence à VIH/Sida (FAO, 2005). Dans la moitié des pays d'Afrique subsaharienne, on estime que la croissance économique par habitant baisse entre 0,5 et 1,2 % chaque année ; comme conséquence directe du Sida. Un savoir-faire inestimable sur les méthodes agricoles indigènes et des stratégies pour faire face aux pénuries de nourriture sont perdues. Le VIH/Sida est un fardeau pour les membres de la famille, en particulier pour les femmes et les filles, qui sont traditionnellement responsables de la culture de la plupart des denrées alimentaires du ménage et des soins prodigués aux malades et aux mourants. Lorsque les maris ou les pères sont malades ou meurent, les femmes doivent reprendre aussi les responsabilités des hommes. Les conséquences sont les suivantes : un changement du volume et des types de récoltes, un déclin du statut éducationnel (les enfants sont obligés de quitter l'école plus tôt) et des changements dans la composition des ménages pour s'adapter au VIH/Sida (ex. éclatement des familles et augmentation du nombre de ménages ayant un enfant à leur tête).

¹⁰ Pour en savoir plus sur le travail d'Oxfam Novib sur le VIH/Sida, voir "Good Donorship in Times of AIDS" (Oxfam Novib 2006c), "Linking AIDS with poverty, gender and sexuality" (Oxfam Novib, 2001), "Questions and Answers on HIV/AIDS and OI's 5 Strategic Aims" (Oxfam Novib 2004).

Les facteurs biologiques et sociaux rendent les femmes et les filles plus vulnérables que les hommes et les garçons au VIH/Sida (le taux d'infection au VIH chez les jeunes femmes est parfois trois à cinq fois plus élevé que chez les jeunes hommes). Ainsi, lorsqu'elles sont malades, la production alimentaire est encore plus menacée, les femmes positives au VIH sont souvent stigmatisées et, dans de nombreux pays d'Afrique, elles n'héritent pas des biens de leur époux, ce qui pour elles est synonyme d'indigence.

Les mécanismes pour s'en sortir (le capital social) semblent se réduire au sein des communautés à forte prévalence à VIH/Sida à cause des changements survenus dans la vie des pauvres. Il y aurait un déclin dans la résistance sociale, entraînant la disparition des normes culturelles, qui joueraient traditionnellement un rôle dans la protection des pauvres et des personnes vulnérables (les enfants, les personnes âgées et les malades) contre l'insécurité alimentaire. Les stratégies courantes utilisées par les ménages africains ruraux pour faire face à ces effets sont les suivantes : diminution de la consommation de nourriture ; la substitution par des alternatives alimentaires moins chères ; la dépendance de nourriture poussant à l'état sauvage ; et la diversification des revenus (UNAIDS, 1999). Comme mentionné ci-dessus, une mauvaise nutrition entraîne une réduction de la productivité économique. Toutefois, à cause du VIH/Sida, les effets sont plus dévastateurs. L'impossibilité de maintenir le statut nutritionnel affaiblit l'immunité et augmente la prédisposition aux infections opportunistes, qui à leur tour, affaiblissent le statut nutritionnel et accélèrent la déclaration d'un Sida avéré. Un manque de vitamines A (les fruits jaunes et les légumes verts) est aussi associé au début rapide du Sida et d'un plus grand risque d'infection par prédisposition aux ulcères génitaux.

La migration a un lien empirique avec le VIH/Sida et par conséquent avec la sécurité alimentaire. Le taux d'infection est plus élevé auprès des communautés de migrants, en partie parce que la migration peut encourager les gens à prendre plus de risques. Par ailleurs, à cause de la migration, les gens ont plus de difficultés pour bénéficier d'une formation préventive, de préservatifs, de soins etc. Ce lien entre le VIH/Sida et la migration a des conséquences sur la sécurité alimentaire rurale et urbaine. Par exemple, le VIH/Sida pousse souvent les gens à rentrer chez eux, ce qui signifie déménager d'une zone urbaine vers une zone rurale ou voyager d'un pays à l'autre pour s'occuper d'un parent malade ou pour être pris en charge. Le VIH/Sida peut aussi créer de nouveaux motifs de migration, vu que certaines personnes souffrant du VIH/Sida pourraient partir pour éviter d'être rejetés.

Oxfam Novib soutient les organisations qui développent des politiques VIH/Sida sur les lieux de travail ainsi que celles qui veulent intégrer les problèmes de VIH/Sida à leurs programmes et projets. Dans les régions fortement touchées, le VIH/Sida sera entièrement intégré aux activités des organisations.

Pressions environnementales

Les pauvres des régions rurales dépendent énormément des ressources naturelles et sont ainsi très touchés si elles se détériorent, ce qui pourrait arriver pour de multiples raisons. L'utilisation excessive de l'eau, par exemple le pompage excessif de l'eau des nappes phréatiques, peut entraîner une diminution de l'eau nécessaire aux cultures et au bétail, la surpêche peut avoir des conséquences sur la sécurité alimentaire et la perte des arbres peut entraîner la perte du bois de consommation, de matériau de construction et d'autres services pour les pauvres. Une mauvaise utilisation des sols peut entraîner l'érosion, la perte de fertilité et la perte de l'humidité des sols entraînant ainsi une diminution des récoltes, alors que la mauvaise utilisation des pesticides peut détruire les poissons et d'autres ressources aquatiques dont dépendent les pauvres

et détériorer la santé des ouvriers agricoles et de leurs familles. Un grand nombre de ces tendances ont des conséquences sérieuses sur la sécurité alimentaire des pauvres des régions rurales. La détérioration ou la mauvaise gestion des ressources naturelles résulte souvent de mauvaises politiques au niveau national.

Par exemple, dans de nombreuses régions d'Asie du Sud, l'extraction des eaux souterraines est accompagnée de subventions de carburant bénéficiant uniquement aux agriculteurs qui ont les moyens de s'acheter une pompe. Ceci diminue le niveau hydrostatique, réduit les nappes souterraines et dégrade la qualité de l'eau, affectant ainsi toute la population rurale. Il existe des preuves démontrant que la pénurie des ressources naturelles ou l'accès inéquitable et le partage des bénéfices sont la cause de nombreux conflits mondiaux. Ces problèmes peuvent être caractérisés comme 'le fléau des ressources'. Les causes sous-jacentes de ces problèmes se rencontrent souvent aux niveaux macro-économique et politique : les dépenses limitées du gouvernement pour les services sociaux, les dépenses importantes pour la sécurité militaire et interne, une instabilité économique considérable, l'empressement des prêteurs internationaux à financer les pays endettés mais riches en ressources naturelles, un taux de corruption élevé et un intérêt pour l'agriculture orientée vers les marchés d'exportation et des gains importants, contribuent à cette situation.

L'impact du bouleversement climatique sur les moyens d'existence des pauvres est un problème lié à ce qui précède. Les changements provoqués par le climat (ex. la fréquence des sécheresses, les inondations etc.) menacent dès lors les moyens d'existence des pauvres et se poursuivront probablement d'une manière de plus en plus menaçante. Ces effets seront le plus ressentis par les agricultrices pauvres qui ont moins la capacité de s'adapter au contexte changeant à cause des obstacles qu'elles rencontrent pour accumuler des biens. A une plus grande échelle, le réchauffement de la planète modifiera les conditions agro-environnementales touchant les récoltes et augmentera le risque d'insectes nuisibles et de maladies. On estime que le rendement des récoltes en Afrique sub-sahélienne chutera de 20 % à cause du réchauffement de la planète.¹¹ Vu que les récoltes diminuent et que la demande augmente, l'Afrique dépend de plus en plus d'importations alimentaires coûteuses, ce qui affectera encore plus les pauvres (qui consacrent plus de la moitié de leur revenu à la nourriture) en particulier les pauvres ruraux (où l'infrastructure du marché est moins développée). Comme les pays développés ont le plus contribué à l'émission de gaz à effet de serre, ils devront être les premiers à réaliser des réductions significatives d'émission de gaz à effet de serre. Ils devront aussi apporter leur soutien aux adaptations des pays en développement, en particulier dans les pays les plus pauvres, qui ont le moins contribué au réchauffement climatique. De nombreuses ONG, parmi lesquelles Oxfam Novib et OI, considèrent le bouleversement climatique comme un problème de justice sociale et lancent un appel pour l'adaptation climatique et la réduction. Il serait juste de demander aux pays qui sont les plus responsables du bouleversement climatique et capables de fournir de l'aide, de supporter une partie proportionnelle des frais.¹²

Oxfam projette le lobby pour une action politique d'envergure pour réduire les émissions de gaz à effet de serre en vue de diminuer les effets de changements climatiques. Elle lancera par ailleurs un appel pour des financements supplémentaires d'adaptation par le biais de structures nationales et internationales afin que les pauvres reçoivent les ressources nécessaires pour se protéger et pour protéger leurs

¹¹ Thornton, P.K. et al. 2006. *Mapping Climate Vulnerability and Poverty in Africa*. Rapport pour le Département de Développement International, ILRI. Nairobi, Kenya.

¹² Voir "Africa – Up in Smoke 2": *The Second Report on Africa and Global Warming from the Working Group on Climate Change and Development and Adapting to Climate Change (2006)* et "How Local Experiences can Shape the Debate", Both ENDS document de briefing, Amsterdam, août 2007.

moyens d'existence contre les chocs et le stress liés au climat ainsi que pour adapter de manière dynamique leurs stratégies de moyens d'existence aux changements des conditions climatiques causés par le réchauffement climatique.

Au cours des dernières années, le génie génétique des cultures alimentaires était présenté par certains comme une solution aux problèmes de la faim.¹³ Les partisans des cultures transgéniques, la plupart étant modifiées génétiquement pour résister aux herbicides ou aux insectes, estiment qu'ils apporteront des bénéfices aux agriculteurs et aux consommateurs, y compris des rendements plus importants et une réduction de l'utilisation des pesticides. Ces revendications restent toutefois contestées et sont en opposition totale avec les préoccupations avancées par un nombre important de CSO, d'ONG et de membres de la communauté scientifique sur la santé humaine, l'environnement, la biodiversité (naturelle et agro-écologique) ainsi que sur les sujets sociaux et économiques. De nombreuses organisations soutenues par Oxfam Novib estiment que le génie génétique ne résoudra pas l'insécurité alimentaire, mais l'ébranlera plutôt vu que les cultures GM consolideront probablement le contrôle agricole qui se trouve aux mains d'un nombre restreint de compagnies agro-industrielles. On s'inquiète beaucoup du fait que les cultures commerciales GM n'ont pas fait l'objet d'évaluations de risque adéquates et que leur utilisation à grande échelle pourrait contaminer les stocks de graines ayant une capacité d'adaptation future contre les effets de bouleversement climatique. Oxfam Novib estime que c'est aux pays en développement de décider s'ils veulent ou pas les OGM, et qu'il ne faudra pas faire pression sur eux pour les accepter, même en cas de situations d'urgence.

Un autre sujet d'actualité qui attire considérablement l'attention est celui des cultures pour produire du carburant ou encore : les agrocarburants, qui auront des conséquences sur l'utilisation des sols, la pauvreté et la sécurité alimentaire. Les agrocarburants incluent les sources de carburants traditionnelles, comme le bois et le charbon de bois, ainsi que les sources plus récentes comme l'éthanol, le biodiesel et le bio gaz. Ces nouvelles sources de carburants se basent sur la végétation, les cultures spécialement conçues pour produire de l'énergie ou des déchets et des résidus agricoles (et autres). Ces agrocarburants sont plus propres et plus efficaces qu'autrefois et s'ils sont produits de sorte à réduire les émissions nettes de carbone, ils pourraient contribuer à la diminution du bouleversement climatique mondial. Toutefois, on s'inquiète beaucoup de l'abattage des forêts tropicales pour créer des terres disponibles à la culture du biodiesel et répondre à la demande en plein essor des marchés européens et que la croissance des agrocarburants aura un impact sur l'utilisation des terres agricoles. Il est encore trop tôt pour connaître les effets des agrocarburants sur la production alimentaire et la pauvreté. Une production plus importante pourrait augmenter les revenus des petits fermiers et des agriculteurs ruraux des pays en développement et améliorer ainsi la sécurité alimentaire ; toutefois, il existe aussi des risques liés à la sécurité alimentaire, en particulier si un nombre trop élevé de petites exploitations passent de la production alimentaire à la production d'agrocarburants et deviennent trop dépendantes des marchés instables des denrées. A cet égard, les effets de l'expansion des agrocarburants sur la sécurité alimentaire dépendront en grande partie des politiques internationales pour la technologie et le commerce.

¹³ En général, l'expression organismes génétiquement modifiés porte sur tout organisme vivant dans lequel des parties de la composition génétique originale (l'ADN) sont modifiées par un processus de transfert de gènes non naturel ou par amélioration conventionnelle, uniquement cependant par le biais de la biotechnologie ou de la biologie moléculaire, des méthodes et des outils communément nommés "génie génétique" (GG). Les organismes créés grâce à ces processus s'appellent aussi "transgénique".

En résumé, la migration, le VIH/Sida, la détérioration de l'environnement, la modification de l'utilisation des sols, et les changements climatiques ont tous un impact sur l'accès et l'utilisation des moyens d'existence et des stratégies des pauvres utilisées pour renforcer leurs moyens d'existence. Les responsables de l'implantation des programmes de sécurité alimentaire devront identifier ces tendances et les incorporer à leur analyse vu que :

- Ne pas comprendre comment ces tendances affectent la sécurité alimentaire individuelle réduira l'impact des programmes.
- Une telle interprétation permet de lier les micro et les macro niveaux et d'identifier des interventions appropriées à des niveaux appropriés.
- Elle aide les organisations à mieux définir ces actions qui seront nécessaires à différents niveaux : individuel, des ménages, de la communauté, régional, national et international.
- Il permet aux organisations de vérifier les possibilités de liens avec d'autres organisations.
- La Partie 2 du présent rapport ("l'outil") propose en détails les manières d'incorporer ces sujets aux programmes de sécurité alimentaire, afin de maximiser leur effectivité.

5.2 Ressources des moyens d'existence

Le cadre des moyens d'existence définit les 5 ressources clé suivantes :

- Naturelle (la terre, l'eau, les arbres)
- Sociale (les réseaux)
- Humaine (la nutrition, les connaissances, le savoir-faire etc.)
- Physique (les routes, le stockage etc.)
- Financière (les revenus).

Ces ressources ne sont pas distribuées équitablement entre ou à l'intérieur des ménages, des communautés ou des pays. L'accès aux ressources dépend de la classe, la caste, l'âge, l'ethnicité et le genre.

Plus la base des ressources est importante et variée, plus les moyens d'existence seront sûrs et durables. La nourriture et la nutrition constituent des parties inhérentes aux moyens sûrs et durables et elles communiquent avec chacune des ressources de moyens d'existence. Il est important d'identifier l'influence et les liens entre la nourriture, la nutrition et ces différentes ressources, par exemple :

La nourriture est à la base de la santé et permet de participer à l'éducation. Les personnes saines et instruites peuvent travailler de manière plus efficace pour produire ou se procurer de la nourriture et faire de meilleurs choix nutritionnels.

- La production de la nourriture dépend de l'accès aux ressources naturelles (ex. la terre, l'eau et la biodiversité), mais peut aussi les réduire et les épuiser.
- Les chaînes de marché et de produits de base qui fonctionnent bien sont vitales pour les producteurs et les consommateurs de nourriture.
- La production de la nourriture, l'accès et la qualité dépendent de l'infrastructure par exemple pour l'irrigation, le transport et le stockage.
- Les communautés sont soutenues par des institutions locales (officielles ou non officielles) fournissant un soutien en cas de pénurie et peuvent aussi participer à la production, au traitement et au marketing collectif de nourriture. L'accès aux institutions et l'influence sur les institutions (étatiques en particulier) est crucial pour bénéficier d'un soutien adéquat en temps opportun.

5.3 La transformation des structures et des processus

Ceci décrit les institutions, les organisations, les politiques et les législations qui influencent les moyens d'existence des gens. Elles opèrent à tous les niveaux, allant du ménage à l'arène internationale, dans toutes les sphères, du plus privé au plus public.

Les structures incluent les organisations, privées et publiques, qui fixent et appliquent les politiques et la législation, fournissent les services, acquièrent, commercialisent et accomplissent toutes sortes d'autres fonctions qui concernent les moyens d'existence. *Les processus* décrivent la manière selon laquelle les structures et les individus opèrent et agissent. Ils incluent les politiques macro, sectorielle, de redistribution et de contrôle, les accords internationaux, les législations nationales, les marchés, la culture, les normes sociétales et les croyances, les relations de pouvoir associées à la richesse, à l'éducation, à l'âge, au genre, à la caste ou à la classe.

5.4 Les stratégies des moyens d'existence

Les stratégies des moyens d'existence sont les activités courantes auxquelles participent les gens. Elles sont très différentes, allant des personnes vivant de l'agriculture, de la pêche, du bétail, du commerce, de la collecte des produits de la forêt etc. Quel que soit le contexte, Oxfam Novib soutient les organisations qui cherchent à créer une base solide auprès d'individus afin de les aider à bénéficier d'un salaire décent, à participer à la société et à revendiquer leurs droits. Oxfam Novib soutient aussi les organisations dans leurs activités de lobby et de plaidoyer au niveau local, national et international afin de changer les politiques et les pratiques qui perpétuent la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

5.5 Les résultats des moyens d'existence

Les résultats des moyens d'existence sont les réussites (ou les résultats) des stratégies des moyens d'existence. Il ne faut pas croire que les gens ne pensent qu'à maximiser leurs revenus. Il est difficile de mesurer la valeur relative de la croissance du bien-être par opposition à la croissance de revenu ; c'est cependant le genre de décision que les gens doivent prendre tous les jours lorsqu'ils décident quelle stratégie adopter. Il pourrait y avoir conflit entre les résultats des moyens d'existence, comme lorsque un certain groupe augmente ses revenus par le biais de pratiques nuisibles à la base des ressources naturelles ou lorsque les membres d'une famille donnent la priorité à différents objectifs de moyens d'existence – certains voudront réduire la vulnérabilité et d'autres chercheront à maximiser le revenu.

Partout, le cadre MED est une manière utile d'analyser les processus de multi-niveaux. Il peut être utilisé pour la conception d'activités visant à améliorer la sécurité alimentaire ainsi que pour l'évaluation des projets et des programmes existants, même s'ils n'étaient pas conçus au départ à partir d'une approche MED explicite. Une révision des moyens d'existence apporte une nouvelle perspective, fournit une occasion de prendre ses distances et d'explorer comment un projet ou un programme touche les moyens d'existence des pauvres et permet de voir comment en améliorer les impacts.

Ce type de révision permet à une organisation de constater les points suivants :

- La manière selon laquelle les activités de projets/programmes touchent directement ou indirectement les moyens d'existence des gens et les contextes qui les façonnent.

- Si les priorités des moyens d'existence des gens sont abordées.
- Comment les stratégies de moyens d'existence influent sur leur participation au programme et comment ils profitent du projet ou du programme.
- Comment les activités peuvent être adaptées pour améliorer les impacts des moyens d'existence pour les groupes cibles tout en restant consistantes avec l'objectif global du projet.



6 Le lobby, les campagnes et le plaidoyer

Oxfam Novib participe à des activités de lobby, de campagnes et de plaidoyer pour changer les politiques perpétuant la pauvreté par le biais d'activités avec les partenaires et en tant que membre d'OI. Un des sujets prioritaires de ces dernières années est celui du rôle du commerce international dans le développement. Par ailleurs, nous consacrons beaucoup d'efforts au renforcement des coalitions – lier les partenaires du Nord et du Sud axés sur l'agriculture et le commerce et relier entre elles les organisations du Sud.

6.1 Le suivi de l'impact de l'OMC sur la sécurité alimentaire – L'accord sur l'agriculture

Le commerce international peut jouer un rôle important en participant à la réalisation d'une meilleure et plus stable disponibilité alimentaire dans les pays en développement. Toutefois, il est peu probable que le commerce puisse résoudre à lui seul les problèmes de sécurité alimentaire que rencontre la majorité de ces pays. Vu que la plupart des personnes touchées par l'insécurité alimentaire vivent dans les régions rurales et dépendent (directement ou indirectement) des revenus agricoles, l'importance de secteurs agricoles robustes est incontestable. Ceci implique donc qu'il faudra suivre de près l'impact des accords commerciaux agricoles sur les pays en développement.

Les Accords du Cycle d'Uruguay qui ont entraîné la création de l'OMC en 1994, étaient les premiers accords de commerce multilatéraux à inclure l'agriculture. Pour l'Accord sur l'agriculture, les membres s'engagent à réduire les subventions sur l'exportation et à redéfinir les restrictions sur les importations comme les tarifs douaniers qui seront progressivement diminués afin de réduire la distorsion commerciale entre les pays. Les pays en développement étaient soumis à un engagement moins rigoureux pour leurs réductions, que l'on pouvait par ailleurs proroger sur une plus longue période ; les pays les moins avancés (PMA) n'étaient tenus à aucun engagement de réduction.

Toutefois, cet accord n'a pas fait grand-chose pour réduire les distorsions agricoles entre les pays en développement et les pays industrialisés. En effet, il est notoire que les pays développés ont bénéficié d'une manière disproportionnée du Cycle d'Uruguay ce qui a fortement favorisé l'accès de leur marché aux pays en développement. Le cycle des négociations de Doha démarrait en novembre 2001. Elles sont en cours et couvrent une multitude de sujets, y compris l'agriculture. Les négociations sur l'agriculture étaient à la une des débats politiques et sont cruciales pour le résultat final. On avait promis aux pays en développement que ces négociations rééquilibreraient les résultats du Cycle d'Uruguay, qu'elles réduiraient les subventions 'trade distorting' (déformant le commerce) dans les pays développés et qu'elles tiendraient compte des besoins du développement, y compris le volet de la sécurité alimentaire et de développement rural.

Oxfam Novib et OI font partie d'un mouvement plus important pour un commerce plus équitable. La campagne Pour un Commerce équitable a fait ressortir l'effet contraire

des réglementations commerciales injustes sur les moyens d'existence de millions de fermiers pauvres des pays en développement. Au moment de la rédaction de ce texte, les négociations de l'OMC n'ont pas encore proposé de solutions et ont été ajournées à plusieurs reprises. Des campagnes continues ont aidé à modifier les conditions du débat mondial sur le commerce produisant des résultats positifs, comme l'engagement de l'UE à supprimer peu à peu les subventions sur les exportations d'ici à 2013 et à aborder le 'profil du coton'. Toutefois, de nombreux sujets clés ne sont toujours pas résolus et les objectifs de développement sont constamment sous pression au cours des discussions.

Oxfam a plaidé sans arrêt pour que les négociations aboutissent à un accord équitable pour le développement, plutôt que de pousser à un accord rapide sur les objectifs politiques.

La campagne Pour un Commerce équitable a plaidé avec persévérance pour les points suivants :

- Mettre fin au dumping en stoppant les subventions sur les exportations ainsi que les politiques protectionnistes afin de réduire les distorsions des marchés agricoles dans les pays en développement.
- Permettre aux pays en développement d'appliquer des niveaux suffisants de protection du marché intérieur pour assurer la sécurité alimentaire et le développement rural à leurs concitoyens.
- Augmenter l'accès, dont bénéficient les pays en développement, aux marchés agricoles de l'OCDE en réduisant de manière substantielle les tarifs douaniers et les quotas dans les pays industrialisés. Permettre le libre accès et sans limites de quotas à tous les produits des pays PMA. Mettre un terme aux barrières non tarifaires, comme les règles d'origine encombrantes et inflexibles.
- Un processus beaucoup plus démocratique et transparent attribuant aux pays en développement plus de possibilités de participer aux négociations.

Alors que les résultats des négociations de l'OMC sont toujours incertains, une nouvelle menace pourrait peser sur tous les acquis réalisés en termes de commerce équitable. On constate aujourd'hui que les relations commerciales entre les pays riches et les pays pauvres sont passées de négociations commerciales mondiales à l'OMC, à des accords de libre commerce régionaux et de pays à pays (voir ci-dessous).

6.2 Accords de libre échange – Accords d'échanges commerciaux régionaux et bilatéraux (ACR)

Un accord de libre échange (FTA, free trade agreement) abolit "de manière substantielle toutes" les barrières commerciales entre les parties. Ceci limite fortement les capacités du gouvernement à utiliser les tarifs douaniers comme un outil de politique pour développer ses industries croissantes ou protéger ses ouvriers, fermiers et agricoles. De telles dispositions peuvent entraîner la perte du marché pour les fermiers pauvres à cause des importations bon marché ; les industries naissantes risquent de sombrer vu qu'elles ne peuvent pas concurrencer les entreprises des pays riches.¹⁴

¹⁴ Voir *Oxfam Trading Away Our Rights 2004*

Les ACR négociés actuellement entre les pays industrialisés et les groupes de pays en développement comprennent des dispositions inégales et injustes. L'UE par exemple, élabore des FTA (désignés par APE, accord de partenariat économique) avec 75 de ses anciennes colonies en Afrique, aux Caraïbes et aux Pacifique (ACP). Globalement, les ACR introduisent des mesures de libéralisation radicales et renforcent les revendications de propriété intellectuelle ainsi que la protection des investisseurs ; ces mesures sont souvent nuisibles au développement. Par ailleurs, nombreux de ces accords ébranlent le système de réglementations multilatérales et les profits limités de développement formulés à l'OMC, là où les pays en développement ont pu rejeter les accords insignifiants et se montrent fermes sur leurs besoins de développement. Les ACR Nord-Sud ébranlent aussi le potentiel de développement de l'intégration régionale Sud-Sud.

Des relations de pouvoir fortement inégales au sein des négociations ACR peuvent entraîner des accords ébranlant la sécurité alimentaire et le développement rural des pays en développement par le biais des mécanismes suivants :

- Des subventions commerciales dérégulant le marché : les ACR obligent de nombreux pays en développement à libéraliser de manière substantielle leur économie, ouvrant ainsi leurs marchés agricoles et exposant leurs producteurs à une concurrence déloyale provenant des importations subventionnées.
- L'accès au marché des exportations des pays en développement : les pays en développement ne bénéficient que d'une légère augmentation à l'accès au marché par le biais des ACR, vu que de nombreux accords tendent à exclure la libéralisation des secteurs agricoles protégés et sensibles des pays industrialisés.
- Espace politique : les ACR peuvent ébranler la capacité de décision souveraine qu'ont les pays en développement en réduisant les choix politiques mis à leur disposition pour assurer la sécurité alimentaire et le développement rural.

6.3 Aspects de droits de propriété international liés au commerce (TRIP)

L'incorporation des réglementations de Propriété Intellectuelle (PI) à l'OMC par le biais de l'accord des aspects liés au commerce des Droits de propriété international (TRIP) est la conséquence du lobby intensif des entreprises. TRIP a introduit un système mondial de taille unique pour des standards minimums de protection de brevet et d'exécution des revendications de propriété intellectuelle. Avec 97 % des brevets revendiqués dans les pays industrialisés, les pays en développement ont beaucoup à perdre de l'accord TRIP. Les législations strictes sur les brevets constituent une menace pour les agriculteurs qui ont l'habitude de conserver un stock de graines et limitent les possibilités de produire des médicaments génériques à prix réduits et des importations parallèles. En limitant l'accès des pauvres aux graines et aux médicaments, l'accord TRIP semble toucher négativement la sécurité alimentaire dans les pays en développement.

Oxfam estime que :

- Il faudra modifier l'approche de projet actuelle des réglementations de l'OMC relatives à TRIP pour prendre en compte les intérêts des pays en développement. Les réglementations TRIP devraient plus tenir compte du niveau de développement des pays.
- Les règles de l'OMC ne devraient pas permettre la délivrance de brevets pour les formes de vie et les ressources des plantes génétiques.
- Les règles de l'OMC ne devraient pas empêcher les pays en développement de produire ou d'importer des médicaments génériques à bas prix.

- Les pays en développement devraient conserver le droit de développer des systèmes alternatifs pour la protection de la propriété intellectuelle des variétés de semences traditionnelles.
- Les pays en développement ne devraient pas rechercher des réglementations TRIP ainsi que d'autres accords TRIP comme UPOV de 1991.

6.4 Institutions financières internationales (IFI)

Le FMI et la Banque mondiale ont souvent entravé les possibilités des pays pauvres et des personnes pauvres à intégrer avec succès l'économie mondiale. Les conditions de prêts qu'ils imposent donnent souvent la priorité à une libéralisation économique rapide sans vraiment tenir compte des conséquences sur la pauvreté à court terme et le développement à long terme. C'est une entrave majeure à la réussite commerciale des pauvres.

Oxfam Novib et OI estiment que :

- Les conditions de libéralisation du commerce ne devraient pas figurer dans les prêts accordés par le FMI et la Banque mondiale.
- Le crédit rétrospectif devrait être fourni pour la libéralisation des programmes autrefois réalisés par les pays en développement sous les auspices du FMI et de la Banque mondiale.
- Les évaluations de la pauvreté réalisées à partir du Document stratégique de réduction de la pauvreté (PRSP, Poverty Reduction Strategy Papers) devraient inclure une évaluation complète des implications de la libéralisation commerciale pour la réduction de la pauvreté et la répartition des revenus.

7 Sommaire de l'approche d'Oxfam Novib de la sécurité alimentaire

Le tableau 2 illustre les différents niveaux qui permettent aux organisations de répondre aux problèmes de sécurité alimentaire. Certaines organisations opèrent à tous les niveaux, d'autres à un ou à deux niveaux. Lorsque les organisations coopèrent, leurs activités peuvent avoir un impact plus important que lorsqu'elles opèrent seules. Le travail à différents niveaux peut améliorer les aspects de la sécurité nutritionnelle individuelle – objectif global de toute intervention de sécurité alimentaire.

Tableau 2 : Différents niveaux d'actions, d'interventions, de concentration, d'objectifs et de résultats

| Niveaux | Niveau de politique (macro) | Niveau institutionnel (méso) | Niveau bénéficiaire (micro) |
|------------------|--|---|--|
| Vision/Objectifs | Aborder les causes structurelles de l'insécurité alimentaire. | Renforcer la capacité des organisations pour représenter les personnes victimes d'insécurité alimentaire. | Aborder les causes directes de l'insécurité alimentaire. |
| Interventions | Le financement et le soutien des organisations lors d'activités de lobby et de campagnes. | Soutenir la réaction de la société civile face à l'insécurité alimentaire. | Financer les organisations non gouvernementales (et autres) pour l'exécution directe d'activités de sécurité alimentaire au sein des communautés |
| Résultats/Impact | Les changements des politiques pro-pauvres dans le domaine du commerce, des services sociaux de base et des droits des femmes. | Le renforcement du pouvoir des pauvres, des femmes en particulier. Inclusion croissante dans la gestion des communautés et des ménages des ressources liées à la nourriture, aux soins et à la santé. | Sécurité nutritionnelle améliorée. |



8 Evaluation de la politique de sécurité alimentaire d'Oxfam Novib

En 2005, Oxfam Novib a évalué sa politique de sécurité alimentaire et son exécution par l'intermédiaire des activités de ses partenaires. Cet exercice portait sur la période 1997 – 2004, en insistant sur 2001 – 2004. L'évaluation comprenait les deux composantes suivantes : une étude sur document couvrant 12 pays sur trois continents et des études de terrain en Ethiopie et au Guatemala. Les résultats clés de cette évaluation sont décrits ci-dessous.

La sécurité alimentaire requiert une approche globale : la plupart des partenaires comprennent ce point de vue, mais l'appliquent à différentes mesures dans leur travail. Certaines organisations abordent principalement la sécurité alimentaire en termes agricoles et de revenus et pensent que la disponibilité et l'accès alimentaires sont suffisants pour améliorer la sécurité alimentaire et n'accordent pas dès lors suffisamment de priorité aux problèmes d'utilisation.

Lier l'agriculture et la santé : On s'attendait à plus de résultats, ex. récolter des informations sur les bonnes pratiques de soins, comme l'allaitement et les pratiques de nutrition, l'hygiène et la préparation de la nourriture n'est pas une pratique courante.

Réaliser la sécurité alimentaire par le biais des partenariats : Les partenaires ont confirmé que la sécurité alimentaire ne pouvait pas être réalisée par des organisations opérant seules. Toutefois, il n'est pas toujours facile d'établir des partenariats pour aborder tous les aspects de la sécurité alimentaire, vu qu'il est parfois difficile de trouver des partenaires dont le travail est complémentaire, en particulier dans des niveaux supérieurs d'intervention.

Lier la sécurité alimentaire et la sécurité des revenus : La plupart des partenaires s'occupent des activités économiques agricoles et non agricoles.

L'intégration de genre et la participation des hommes à la nutrition : L'évaluation fait ressortir que la position des femmes s'améliore globalement dans les régions où nos partenaires étaient actifs. Les femmes ont augmenté leur pouvoir économique et ont participé à plus d'activités organisationnelles au niveau communautaire. En général, les organisations partenaires ont utilisé une approche WiD (Women in Development, les femmes dans le développement), axée sur les besoins pratiques des femmes plutôt que sur les objectifs stratégiques de genre. L'évaluation a fait aussi ressortir que même si les rôles de genres s'améliorent, les femmes restent presque entièrement responsables des activités du ménage et des soins et que c'est toujours difficile d'impliquer les hommes dans ces activités.

Renforcer le pouvoir des gens : Toutes les organisations partenaires pouvaient illustrer leur manière d'utiliser les méthodes participatives et de s'inspirer des idées des gens, des priorités et des expériences, même s'il était évident que certaines améliorations auraient pu être réalisées en impliquant plus les bénéficiaires lors du suivi et de l'évaluation.

Les systèmes de suivi et d'évaluation : L'évaluation a fait ressortir que la plupart des systèmes M&E (de l'anglais, monitoring & evaluation) n'accordent pas assez d'attention à la manière d'utiliser les données lors de prise de décision stratégique. On s'est principalement concentré sur le suivi des activités et des résultats et dans une moindre mesure sur la manière dont ces résultats combinés pourraient modifier la sécurité alimentaire. L'amélioration des systèmes M&E aidera nos partenaires à se rendre compte s'ils ont besoin de changer leurs stratégies.

Influencer les politiques nationales sur la sécurité alimentaire : Certains exemples étaient mentionnés dans les deux recherches, toutefois influencer la politique de sécurité alimentaire nationale n'est pas généralement appliqué par la plupart des partenaires.

De manière générale, l'évaluation concluait que la politique de sécurité alimentaire d'Oxfam Novib est pertinente et de bonne qualité, même si elle aurait pu être plus largement appliquée et qu'un soutien plus important aurait pu être proposé aux organisations pour leurs activités de plaidoyer et de lobby et pour le renforcement de leurs systèmes M&E.

Les leçons apprises :

Les activités concernant la sécurité alimentaire doivent s'occuper de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation. L'utilisation de la nourriture pourra s'améliorer au moyen d'interventions spécifiques, comme l'information sur la prise de décision des ménages, l'éducation sur la distribution de la nourriture à l'intérieur des ménages ainsi que la santé et la nutrition. Aborder ces 3 piliers permettra de développer des indicateurs appropriés pour mesurer les changements au niveau individuel.

Utiliser les systèmes M&E pour la prise de décision stratégique et les apprentissages : Il est essentiel de revoir régulièrement les stratégies et les progrès pour estimer si les projets réalisent le/les impact(s) visé(s).

Intégration de genre : réaliser la sécurité alimentaire implique qu'il faudra aborder les inégalités de genre, qui permettra à son tour, d'aborder le pilier d'utilisation. Au niveau des ménages, ce n'est qu'en changeant les relations de genre que les hommes participeront plus aux activités de nutrition et que les femmes auront un droit de parole égal dans les décisions concernant les ressources alimentaires et les ressources du ménage.

Réaliser la sécurité alimentaire à travers les alliances : Les ONG opérant seules ne peuvent réaliser la sécurité alimentaire. Des acteurs complémentaires et différents devront forger les alliances et travailler ensemble pour un objectif commun, celui de l'amélioration du bien-être des gens (en termes de leur statut nutritionnel ou sanitaire). Ce type d'alliances est crucial pour la réalisation d'un changement durable.

L'implication des partenaires lors des activités de lobby, de plaidoyer et de campagnes d'Oxfam :

Oxfam Novib n'a pas entièrement exploité le potentiel d'adoption des synergies en impliquant les organisations partenaires dans ses activités de campagnes, de lobby et de plaidoyer. En trouvant des moyens pour ce faire, Oxfam et ses campagnes pourraient en tirer profit.

9 Traduire les leçons en actions

Le Business Plan (2007-2010) d'Oxfam Novib déclare que d'ici à 2010 Oxfam Novib consacrera 61 millions d'Euros (35 % des dépenses totales) pour son programme pour le droit fondamental à des moyens d'existence durables. Ce montant sera partagé entre 495 partenaires et alliés, parmi lesquels 205 sont spécialisés dans ce domaine. La coopération avec les organisations d'agriculteurs, les syndicats, les organisations de consommateurs, des femmes et des droits de l'homme joueront un rôle important dans ce programme tout comme le fera la collaboration avec les organisations citoyennes en Europe qui encouragent le Commerce Equitable. Aux Pays-Bas, notre principale organisation partenaire est la Fair Trade Coalition ; au niveau Pan-européen, nous collaborons étroitement avec Eurostep, une association de quinze organisations européennes pour le développement.

On prévoit que d'ici 2010, le programme d'Oxfam Novib aidera 6,8 millions de personnes (dont 5 millions de femmes) à réduire leur insécurité alimentaire et à augmenter la sécurité de leurs revenus. Cet objectif sera réalisé grâce à l'amélioration de la production, un meilleur accès aux marchés, à l'eau et à la terre. De plus :

- 4,1 millions de personnes (dont 70 % de femmes) auront accès aux services financiers, comme la micro-finance et les micro-assurances. Triple Jump accordera plus de 112 millions d'Euros à des micro-crédits et, en association avec MicroNed, elle créera 60 nouvelles institutions de micro-finance pour 300 000 clients.
- 2,6 millions de personnes (dont 70 % de femmes) verront leurs conditions de travail améliorées, y compris les personnes travaillant pour de bas salaires et dans de mauvaises conditions de travail dans les zones industrielles exemptes d'impôt en Amérique centrale et dans les grandes entreprises de développement agricole en Afrique.
- Des 225 institutions avec lesquelles Oxfam Novib travaille, 20 'passeront' du statut phase 1 (débutantes) à la phase 3 (assez solides pour bénéficier de prêts déboursés par le ASN-Novib Fund).
- Quatre cents partenaires d'Oxfam utiliseront le KIC (L'infrastructure des connaissances avec et entre les partenaires), la banque digitale de connaissances d'Oxfam pour les connaissances pratiques et le savoir-faire à utiliser pour une réduction directe de la pauvreté, le renforcement de la société civile et le plaidoyer.
- Les politiques nationales agricoles et commerciales se seront améliorées dans au moins dix pays en développement, en partie grâce à une influence efficace de la société civile. Certains nouveaux accords commerciaux, les EPA compris, incluront des mesures pour protéger et promouvoir les producteurs les plus pauvres.
- Quinze sociétés internationales au moins se seront engagées à respecter les principes de responsabilité sociale collective. Elles reconnaîtront leur responsabilité dans la chaîne qui s'étend du producteur au consommateur et elles s'efforceront d'assurer de meilleures conditions de travail tout au long de la chaîne, en particulier en ce qui concerne le travail des femmes. Elles développeront aussi des produits et des services pour aider les gens à sortir de la pauvreté.
- Le gouvernement néerlandais appliquera des critères transparents de responsabilité sociale collective dans tous les appels d'offres publics et établira

un test de licence d'importation pour s'assurer que les droits au travail sont respectés.

Le Business Plan d'Oxfam Novib (2007-2010), le Plan Stratégique d'Oxfam International (2007-2016) et les résultats de l'évaluation ont identifié des stratégies qui seront utilisées pour la réalisation de ces objectifs.

Le personnel d'Oxfam Novib sera soutenu pour améliorer leur compréhension conceptuelle de la sécurité alimentaire. Le personnel adéquat sera invité à participer aux sessions internes d'information sur la sécurité alimentaire afin d'améliorer leurs compétences pour identifier les possibilités et les risques dans les activités concernant la sécurité alimentaire auxquelles participent les partenaires. Une attention spéciale sera accordée au pilier d'utilisation et à la manière de traiter des sujets liés au genre.

Lors de la sélection de nouveaux partenaires de financement, Oxfam Novib s'engage à soutenir des organisations ayant réalisé une analyse approfondie des causes de l'insécurité alimentaire, celles qui s'occupent des trois piliers de la sécurité alimentaire, celles qui ont recours à une approche basée sur le genre et qui opèrent avec d'autres au sein d'alliances pour lier les niveaux et réaliser le maximum d'impact. L'incapacité à s'occuper de ces sujets sera considérée comme un risque. Le personnel de programme d'Oxfam Novib insistera par ailleurs sur l'importance de ces sujets lors de visites aux partenaires.

Le personnel de programme d'Oxfam Novib soutiendra les partenaires pour améliorer leurs systèmes M&E, en particulier pour y inclure des données au niveau individuel et montrer ainsi les effets des interventions sur le statut nutritionnel.

Dans les pays à haute prévalence à VIH/Sida, le personnel d'Oxfam Novib s'assurera que le VIH/Sida et ses implications entrent en ligne de compte dans les activités se rapportant aux moyens d'existence et à la sécurité alimentaire ainsi que dans les politiques sur les lieux de travail de ces organisations.

Le personnel d'Oxfam Novib s'assurera que les partenaires pourront plus souvent participer à ses activités de lobby, de plaidoyer et de campagnes ; par ailleurs une plus grande attention sera accordée pour s'assurer que les partenaires sont tenus au courant des activités dans ces domaines. Aujourd'hui, Oxfam Novib a engagé un personnel de campagne stratégique dont la tâche consiste à augmenter les capacités des partenaires à participer à des activités de lobby. Plus d'efforts seront consacrés pour que les campagnes d'Oxfam Novib (Action mondiale contre la Pauvreté, la Santé et l'Education pour Tous etc.) établissent des liens clairs avec la sécurité alimentaire. Les nouvelles activités d'OI sur le commerce, l'agriculture et le bouleversement climatique fourniront plus de possibilités pour s'occuper de la sécurité alimentaire. De plus, en impliquant plus activement les partenaires dans les activités de lobby et de campagnes, Oxfam Novib contribuera au traitement de problèmes de sécurité alimentaire. Les SPM des 19 pays noyaux et des 10 groupes régionaux comprennent des détails spécifiques sur les actions pour aider les partenaires à améliorer leurs capacités de lobby, de campagnes et de plaidoyer. Ces activités font partie d'efforts plus importants pour aider les partenaires à créer des liens plus forts entre leurs activités aux niveaux micro et macro.

Les partenaires seront soutenus pour améliorer leurs connaissances sur la sécurité alimentaire, en se concentrant sur les trois piliers de disponibilité, d'accès et

d'utilisation et en insistant sur l'importance du genre à l'intérieur de ces activités. Les organisations devront mettre en place des indicateurs appropriés.

Oxfam Novib encouragera ses partenaires à apprendre les uns des autres et à échanger leurs expériences sur les stratégies d'interventions réussies, en particulier pour ce qui touche au pilier d'utilisation. Oxfam Novib a développé un outil d'échange des connaissances – KIC- qui permet aux partenaires d'échanger les connaissances par l'intermédiaire d'un portail sur Internet (www.oxfamkic.org). Le portail permet aux partenaires de réaliser les activités suivantes :

- Trouver ce que font les autres organisations sur la sécurité alimentaire ;
- Echanger et apprendre des stratégies d'intervention réussies ;
- Avoir accès aux études de cas récentes et pertinentes, aux rapports d'évaluation et aux recherches sur la sécurité alimentaire ;
- Trouver des liens utiles sur les centres de recherche experts en sécurité alimentaire.

Sources Citées

- Both ENDS (2007) Adapting to climate change: How local experiences can shape the debate, Both ENDS Briefing Paper, Amsterdam Août 2007.
- Crush, J., B. Frayne et M. Grant. 2006. Linking Migration, HIV/AIDS, and Urban Food Security in Southern and Eastern Africa. The Regional Network on HIV/AIDS, Livelihoods and Food Security (RENEWAL). <http://www.ifpri.org/renewal/pdf/UrbanRural.pdf> accessed 12 March 2007.
- Deshingkar, P, & D. Start. 2003. Seasonal Migration for Livelihoods in India: Coping, accumulation and exclusion. Working Paper 220. Overseas Development Institute, London.
- DfiD, 2006. Sustainable Livelihood Guidance Sheets. http://www.livelihoods.org/info/guidance_sheets_pdfs/section1.pdf accessed 12 March 2007.
- Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2006. Déclaration de Rome sur la Sécurité alimentaire mondiale et Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation. Sommet mondial de la sécurité alimentaire 13-17 novembre 1996. Rome
- Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, 1996. Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde 1996. FAO, Rome.
- Jodha, N.S. 1995. Common Property Resources and the Dynamics of Rural Poverty in India's Dry Regions. *Unasylva* 45 (180). www.fao.org/docrep/v3960e/v3960e05.htm
- Loevinsohn, M. E, & S. Gillespie 2003. HIV/AIDS, Food Security and Rural Livelihoods: Understanding and Responding. RENEWAL Document de travail no. 2/IFPRI Document de discussion no. 157. www.ifpri.org/themes/hiv/hivpubs.asp
- Oxfam 2007a. Signing away the Future: How trade and investment agreements between rich and poor countries undermine development. Oxfam Briefing Paper 101. Oxford.
- Oxfam 2007b. Strategic Plan 2007-2012 Demanding Justice: 6 Years 4 Goals. Oxford.
- Oxfam 2006. In the Public Interest: Health, education, and water and sanitation for all. Oxfam Briefing Paper, Oxford.
- Oxfam 2005. Food Aid or Hidden Dumping? Separating wheat from chaff. Oxfam Briefing Paper 71, Oxford.
- Oxfam 2004. Trading away our Rights: Women working in global supply chains. Oxford.
- Oxfam Novib 2006a. SPM Plans 2007-2010. La Haye.
- Oxfam Novib 2006b. Bedrifsplan 2007-2010. La Haye.
- Oxfam Novib 2006c. Good Donorship in Times of AIDS. La Haye.
- Oxfam Novib 2004. Questions and Answers on HIV/AIDS and OI's 5 Strategic Aims. La Haye.
- Oxfam Novib 2001. Linking AIDS with Poverty, Gender and Sexuality. La Haye.
- Pauly, D. R. Watson and J. Alder 2005. Global Trends in World Fisheries: Impacts on marine ecosystems and food security. *Phil. Trans. R. Soc. B* 360: 5–12 [www.journals.royalsoc.ac.uk/\(2vfacq45hyfs4x3u44iqqw45\)/app/home/contribution.asp?referrer=parent&backto=issue,2,15;journal,26,227;linkingpublicationresults,1:102022,1](http://www.journals.royalsoc.ac.uk/(2vfacq45hyfs4x3u44iqqw45)/app/home/contribution.asp?referrer=parent&backto=issue,2,15;journal,26,227;linkingpublicationresults,1:102022,1)

Siddiqui, T. and C. R. Abrar, 2001. Migrant Worker Remittances and Micro-Finance in Bangladesh, ILO. Dhaka/Genève.

Swindale, Anne and Punam Ohri-Vachaspati. 2005. Measuring Household Food Consumption: A Technical Guide. Washington, D.C.: Food and Nutrition Technical Assistance (FANTA) Project, Academy for Educational Development (AED).

Thornton, PK. et al. 2006. Mapping Climate Vulnerability and Poverty in Africa. Report to the Department of International Development, ILRI. Nairobi, Kenya. http://www.acts.or.ke/pubs/books/docs/Mapping_Vuln_Africa.pdf

Projet du millénaire de l'ONU, 2005. Investing in Development: A Practical Plan to Achieve the Millennium Development Goals: New York.

UNAIDS, 1999. Sex and Youth: Contextual Factors Affecting Risk for HIV/AIDS. A Comparative Analysis of Multi-Site Studies in Developing Countries, Genève.

Working Group on Climate Change and Development, 2006. Africa – Up in smoke 2: The second report on Africa and global warming. New Economics Foundation, London. www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/index.htm

Annexe

Faits et chiffres sur l'ampleur de l'insécurité alimentaire

Dix ans après le Sommet mondial de l'alimentation de 1996 à Rome (WFS), le nombre des personnes sous alimentées dans le monde reste élevé, la situation est inacceptable. La FAO estimait en 2001 que 3 820 millions de personnes vivant dans les pays en développement étaient sous alimentées. Entre 1990-2002 (la période de référence pour l'objectif du WFS), le nombre des personnes sous alimentées dans les pays en développement n'a baissé que de 3 millions (soit moins de 0,5 %) : pour passer de 823 millions à 820 millions. Pratiquement aucun progrès n'a été réalisé pour atteindre l'objectif du WFS de réduire de moitié le nombre de personnes sous alimentées d'ici à 2015.

Tableau 3 : Niveaux actuels et estimés de sous alimentation dans les pays en développement (FAO, 2006)

| Région | Nombre actuel de personnes sous alimentées, 1990-92 (en millions) | Nombre estimé de personnes sous alimentées en 2015 (en millions) | Objectif WFS (2015) (en millions) |
|---------------------------------|---|--|-----------------------------------|
| Pays en développement | 823 | 582 | 412 |
| Asie de l'Est | 277 | 123 | 139 |
| Amérique latine et Caraïbes | 60 | 41 | 30 |
| Moyen-Orient et Afrique du Nord | 24 | 36 | 12 |
| Asie du Sud | 291 | 203 | 146 |
| Afrique subsaharienne | 170 | 179 | 85 |

L'Asie et le Pacifique ainsi que l'Amérique latine et les Caraïbes ont constaté une réduction globale dans le nombre et dans la prévalence des personnes sous alimentées depuis la période de référence de WFS. Toutefois, le Proche-Orient, l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne constatent une croissance dans le nombre de personnes sous alimentées au cours de la période de 11 ans qui a suivi la période de référence de WFS. Pour la première fois depuis plusieurs décennies, le nombre des personnes sous alimentées en Afrique subsaharienne a baissé de manière significative : de 35 % pour 1990-1992 à 32 % pour 2001-2003. Toutefois, la croissance de la totalité de la population signifie que la proportion des personnes sous alimentées ne cesse d'augmenter et qu'il reste encore énormément à faire dans la région. Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, le nombre et la proportion des personnes sous alimentées a augmenté depuis 1990-1992. Dans les pays de transition, le nombre des personnes sous alimentées a légèrement augmenté passant de 23 à 25 millions.

Les millions de personnes sous alimentées de la planète doivent faire face tous les jours aux problèmes mondiaux de pauvreté et d'injustice sociale. Le Projet du Millénaire de l'ONU (2005) estime que le nombre de personnes vivant avec 1 \$ ou moins par jour a à peine baissé entre 1990 et 2001, passant de 1,218 milliard à 1,089 milliard. En Afrique subsaharienne, le nombre de personnes vivant avec 1 \$ ou moins par jour est passé de 227 millions en 1990 à 313 millions en 2001 (Projet du Millénaire de l'ONU 2005). L'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne sont les principales régions

de pauvreté absolue, où vivent 70 % des pauvres de la planète. La sous alimentation est un indicateur clé de la pauvreté, tout comme la proportion de revenu que les gens dépensent pour la nourriture. Les pauvres consacrent une partie considérable de leurs ressources limitées pour acheter de la nourriture : que ce soit dans les régions rurales ou urbaines, les gens vivant dans la pauvreté consacrent environ 50 à 70 % de leur revenu pour la nourriture.

Malgré une urbanisation rapide dans les pays en développement, la plupart des pauvres de la planète vivent dans les régions rurales et, lorsqu'ils ne sont pas occupés avec leurs propres activités agricoles, ils dépendent du travail non agricole et de sources de revenus qui d'une manière ou d'une autre, sont rattachés à l'agriculture. Même avec la diversification des moyens d'existence ruraux et la croissance de l'urbanisation, on estime qu'en 2035, 50 % environ des pauvres de la planète vivront dans les régions rurales et un nombre important d'entre eux sera composé de petits fermiers.

2^e partie

Une boîte à outil pratique





Table des matières

2^{ème} partie

| | |
|--|-----------|
| Introduction | 53 |
| 1 Points clé pour l'évaluation des projets et des programmes de sécurité alimentaire | 54 |
| 2 Analyse de la situation de la sécurité alimentaire | 57 |
| 3 Stratégie de projet | 58 |
| 3.1 Description du problème | 58 |
| 3.2 L'analyse des acteurs principaux | 58 |
| 3.3 Analyse des causes du problème | 58 |
| 3.4 L'analyse de genre avec les groupes cible | 59 |
| 3.5 Analyse VIH/Sida | 60 |
| 3.6 Formulation du niveau d'intervention le plus approprié | 61 |
| 3.7 Exécution | 61 |
| 3.8 Suivi, évaluation et apprentissage | 62 |
| 4 Méthodes | 63 |
| 4.1 Collecte des données | 63 |
| 4.2 Le planning participatif | 63 |
| 4.3 Identification et sélection des interventions appropriées | 64 |
| 5 Les interventions envisageables dans un programme de sécurité alimentaire | 65 |
| 5.1 Niveau individuel : s'occuper des causes directes de la sous alimentation | 65 |
| 5.1.1 La consommation de nourriture inadéquate | 65 |
| 5.1.2 Les maladies | 65 |
| 5.2 Le niveau des ménages et de la communauté, traiter les causes sous-jacentes de la sous alimentation | 65 |
| 5.2.1 La nourriture | 65 |
| 5.2.2 Soins | 66 |
| 5.2.3 La santé | 66 |
| 5.3 Les niveaux communautaires, national et international : s'occuper des causes structurelles de la sous alimentation | 66 |
| 6 Les indicateurs de mesure des changements | 68 |
| 6.1 Indicateur (résultat) : diversité des régimes alimentaires | 68 |
| 6.2 Indicateur (résultat) : les stratégies des ménages | 69 |
| 6.3 Indicateur (impact) : statut nutritionnel | 70 |
| Annexes | 72 |
| Annexe 1 : Informations sur la sécurité alimentaire et ressources de données sur Internet | 72 |
| Annexe 2 : Cadres conceptuels | 73 |

Liste des tableaux et des chiffres

| | |
|---|----|
| Tableau 1 : Indicateurs généralement utilisés pour le statut nutritionnel | 71 |
| Figure 1 : Cadre conceptuel des causes d'insécurité alimentaire | 73 |
| Figure 2 : Structures des moyens d'existence durables | 74 |

Introduction

La 2^e partie de ce rapport a été spécialement rédigée pour le personnel d'Oxfam Novib et pour le personnel des organisations partenaires travaillant pour la sécurité alimentaire. Elle a été conçue afin de soutenir les programmes de sécurité alimentaire et en particulier dans le but de rédiger des propositions de projet / de programme répondant à nos critères et ayant les meilleures chances de réaliser les objectifs fixés. Il faudra lire cette partie conjointement avec la 1^{re} partie.

Lorsque Oxfam Novib examine des propositions de financement, elle utilise un système d'appréciation intitulé Toolbox. Il se base sur la théorie de gestion des risques et des pratiques. Les sujets présentés dans ce document sont conçus pour favoriser une meilleure compréhension mutuelle entre Oxfam Novib et ses partenaires (potentiels) lors des discussions de demandes de financement et de l'exécution des programmes et des projets de sécurité alimentaire, afin de respecter certains principes donnés. Mais le lecteur doit prendre garde et comprendre que ces outils n'impliquent pas que le développement et l'amélioration de la sécurité alimentaire ne sont pas un processus simple, linéaire et maîtrisable qui dépendent uniquement d'interventions efficaces des agences de développement et des ONG. Il vaudrait mieux admettre que les changements apportés à la sécurité alimentaire sont le résultat de processus multiples et complexes impliquant la lutte et les actions de différents groupes.

1 Points clé pour l'évaluation des projets et des programmes de sécurité alimentaire

Cette partie propose une liste de questions à poser lors de prises de décisions de financement stratégique des programmes de sécurité alimentaire et des projets au Sud. Ils touchent les régions rurales et urbaines et se rapportent à la section du *Toolbox relative à la description du partenaire et du projet*.

Concept (voir la 1^{re} partie du document de Position sur la Sécurité alimentaire)

- Quelle définition de la sécurité alimentaire utilise-t-on dans le projet ?
- Le projet se concentre-t-il sur tous les piliers de la sécurité alimentaire ? (disponibilité de la nourriture, accès à la nourriture, utilisation de la nourriture) ou certains de ces points sont-ils négligés ?
- Le projet fait-il une distinction entre la sécurité alimentaire et la sécurité nutritionnelle ?
- Le projet est-il doté d'une approche bien définie pour améliorer la situation alimentaire et nutritionnelle ?
- A quel(s) niveau(x) le projet opère-t-il en relation avec la sécurité alimentaire ? (individuel, des ménages, de la communauté, du district, national ou international)

Analyse (voir la 1^{re} partie du document de Position de Sécurité alimentaire et la 2^e partie, Section 2)

- Le projet est-il basé sur une connaissance approfondie de la situation alimentaire et nutritionnelle, ainsi que sur une analyse des causes de la sous alimentation et d'un processus d'apprentissage continu sur ce sujet ?
- Quels protagonistes sont-ils impliqués dans l'analyse de la situation ? Tous les secteurs concernés sont-ils impliqués ?
- Les bénéficiaires sont-ils impliqués dans la discussion sur l'analyse des causes de l'insécurité alimentaire et de la sous alimentation ? Une analyse de genre est-elle appliquée ?
- Y-a-t-il des désaccords sur les causes entre les différents protagonistes ? Si oui, sont-ils explicites ?
- Des mécanismes ont-ils été mis en place à l'intérieur du projet pour gérer les discussions relatives aux causes de l'insécurité alimentaire et de la sous alimentation avec le groupe cible ? Ces activités entraîneront-elles un processus d'apprentissage continu ?
- L'organisation bénéficie-t-elle d'une compréhension conceptuelle structurant ses points de vue sur la situation causée par l'insécurité alimentaire ?

Stratégie de projet (voir 2^e partie, section 3)

- Le projet a-t-il une stratégie claire pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ? Le cycle de projet sera-t-il utilisé ?
- La stratégie proposée est-elle consistante par rapport aux résultats de l'analyse ci-dessus ?
- La stratégie proposée tient-elle compte d'autres organisations locales et d'acteurs ?
- La stratégie est-elle intégrée, liant les interventions au micro niveau avec les interventions au macro niveau ?

Activités de projet (voir 2^e partie, section 4)

- Le projet est-il multi-sectoriel ?
- Quels secteurs sont-ils inclus ?
- Ces secteurs sont-ils intégrés ? De quelle manière ?
- La sécurité alimentaire est-elle utilisée comme principe organisateur pour intégrer les activités de projets dans différents secteurs ?
- Quelles sont les activités de projet visant directement à améliorer la sécurité nutritionnelle ?
- Comment choisit-on les activités de projets ? Quelle est l'influence des femmes/hommes sur les choix faits ?
- Quels sont les bénéfices potentiels des activités de projets de sécurité alimentaire pour les femmes, les hommes, les enfants et les personnes âgées ?
- A-t-on accordé l'attention à la répartition du travail par genre déjà existante ?
- Le projet reconnaît-il que la charge de travail des femmes ne doit pas être augmentée de manière excessive ?
- Les projet aide-t-il les ménages à équilibrer la répartition de travail selon le genre ?
- Les hommes sont-ils stimulés à participer activement à la modification de la répartition du travail par genre ?
- Les rôles productif, reproductifs et communautaires des hommes et des femmes ont-ils tous été examinés ?
- La participation des femmes aux activités du projet de la sécurité alimentaire est-elle possible, vu leurs charges de travail actuelles ?
- La participation au projet de sécurité alimentaire entraînera-t-elle une augmentation ou une réduction des charges de travail des hommes et des femmes ?
- Se pose-t-on des questions pour savoir qui a accès et qui contrôle les ressources productives, les ressources de projet et les facteurs de production inclus (ex. la terre, les forêts, les voies navigables, les marchés, l'énergie, les combustibles, les équipements, la technologie, le capital, les crédits et l'éducation/formation) ? L'accès des femmes ou des hommes au temps et aux ressources sera-t-il égal ?
- Les formations sur la sécurité alimentaire seront-elles disponibles de manière identique pour les femmes et les hommes ? Les stratégies ont-elles été identifiées à ce propos ?
- Qui contrôlera les bénéfices issus des activités de projet de sécurité alimentaire, comme les revenus, la nourriture produite etc. ?
- Les activités de projet auront-elles un impact positif sur l'influence des femmes sur les processus de prise de décision dans le ménage et sur leur position économique ?
- Les stratégies d'extension tiennent-elles compte des contraintes de temps et de mobilité auxquelles les femmes doivent faire face ?

L'évaluation et le suivi du projet (voir 2^e partie, section 6)

- Quels indicateurs sont / seront-ils utilisés pour mesurer la sécurité alimentaire ?

Profil organisationnel

- La sécurité alimentaire est-elle articulée dans un document de politique générale ou encore dans la déclaration de mission ?
- Si le pays est fortement touché par le VIH/Sida, l'organisation en tient-elle compte ainsi que de ses implications dans l'analyse et le plan d'action ? Les objectifs du programme de sécurité alimentaire sont-ils réalistes par rapport aux effets du VIH/Sida ? L'organisation dispose-t-elle d'une politique sur les lieux de travail relative au VIH/Sida pour son personnel ?

- Le personnel bénéficie-t-il de connaissances et de compétences spécifiques sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et sur les liens entre ces points et le VIH/ Sida ?
- L'organisation travaille-t-elle en réseau avec d'autres organisations chargées d'exécuter des projets de sécurité alimentaire ?
- L'organisation encourage-t-elle l'échange, la collaboration et l'interaction avec des sources externes d'expertise sur la sécurité alimentaire, par exemple en engageant des conseillers ou par le biais de visites d'échanges ?
- L'organisation documente-t-elle ses propres apprentissages liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages et met-elle ces documents à la disposition des autres ?
- Quels mécanismes de gestion de projets sont-ils mis en place pour faciliter la participation du groupe cible au projet ?

Politique

- Si tous ces points clé sont pris en considération, fournissent-ils une politique consistante relative à la sécurité alimentaire ?

2 Analyse de la situation de la sécurité alimentaire

Cette partie est axée sur les manières de répondre aux questions liées à la situation actuelle de sécurité alimentaire.

La 1^{re} partie de ce rapport (section 4) décrit deux cadres conceptuels que nos juges essentiels lors de l'analyse de la situation de sécurité alimentaire, exposant les causes de l'insécurité alimentaire et les moyens d'existence durables (voir aussi l'annexe 2). Ces cadres sont cruciaux pour identifier les relations causales de l'insécurité alimentaire et devraient être considérés comme point de départ de l'analyse d'une situation spécifique. Ils aident à formuler les questions les plus importantes concernant les causes de l'insécurité alimentaire et de la sous-alimentation et peuvent aussi être utilisés pour identifier des interventions qui permettront de résoudre ces problèmes de manière efficace.

La situation de sécurité alimentaire devra être analysée à différents niveaux afin de déterminer les interventions appropriées et réalisables. Certaines contraintes par exemple, sont spécifiques aux ménages individuels (ex. le revenu du ménage), tandis que d'autres concernent toute une communauté (ex. le manque d'eau). En incluant les liens entre les niveaux micro et macro (l'accès de l'individu et du ménage à la nourriture et les politiques et les institutions qui les influencent) dans l'analyse, on peut identifier les interventions appropriées au niveau approprié. Certains problèmes ne peuvent être résolus par une communauté locale ou par les ménages, mais doivent être soumis à l'attention du gouvernement local ou d'autres institutions.

Dans tout contexte donné, la formulation initiale du cadre conceptuel et les interventions qui en découlent, changeront avec le temps et seront centrées à travers la réévaluation et l'analyse.

L'utilisation des cadres conceptuels pour l'analyse de situations de sécurité alimentaire a fait ses preuves car :

- elle souligne la nature multi-sectorielle de l'insécurité alimentaire ;
- elle associe les interventions de micro et de macro niveau et
- elle fournit un outil excellent pour entamer les discussions entre les différentes disciplines et secteurs. Dans de nombreux cas, les personnes d'un secteur font tout simplement la promotion de leur propre secteur et oublient de mentionner les interventions qu'ils ont réalisées dans un contexte plus large, par exemple, la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire.

3 Stratégie de projet

Tout projet dont l'objectif principal consiste à améliorer la sécurité alimentaire et le statut nutritionnel des ménages et des individus au sein de ces ménages devra passer par les huit étapes suivantes.

3.1 Description du problème

Pour créer la base d'un projet et justifier les interventions proposées, il faudra commencer par collecter les données de base sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans la zone couvrant le projet. Parallèlement à une description du contexte général (population, géographie, ressources, infrastructure, services), la description se concentrera sur des sujets comme : le degré et la nature de l'insécurité alimentaire et de la sous alimentation ; le nombre de ménages touchés par l'insécurité alimentaire ; les ménages les plus vulnérables ; le degré de l'insécurité alimentaire, est-il chronique, temporaire ou cyclique ; les catégories spécifiques de la population les plus touchées (les enfants, les femmes, les réfugiés, les éleveurs de bétail, etc.) ; etc. Il est par ailleurs utile de comparer la région avec d'autres régions du pays pour expliquer la raison pour laquelle il faut accorder une attention spéciale au projet dans cette zone spécifique. Il est important de réaliser une analyse des tendances au niveau national et sub-national.

3.2 L'analyse des acteurs principaux

L'analyse des acteurs principaux ou "protagonistes" impliqués dans des questions de sécurité alimentaire et de sous alimentation devra être réalisée pour trouver des partenariats et des collaborations afin d'éviter la répétition des efforts. Il est important d'identifier les organisations, les institutions et les agences mandatées pour travailler sur des sujets liés à la sécurité alimentaire ; ex. la nutrition, la santé, l'eau et les installations sanitaires, l'agriculture et le développement social général. Les départements du gouvernement, les centres de recherche, les églises, les ONG laïques, les CBO, les organisations ou les groupes des droits des femmes, les agences internationales ont toutes leur propre vision et leurs propres activités ayant un rapport avec le problème de l'insécurité alimentaire.

3.3 Analyse des causes du problème

L'étape suivante concerne une analyse en profondeur des causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et de la sous alimentation. Elle devra passer par le cadre conceptuel de la sécurité alimentaire (voir annexe 2 et section 4 de la 1^{re} partie) largement utilisé pour explorer et analyser l'insécurité alimentaire et la sous alimentation. Le cadre conceptuel de la sécurité alimentaire sera utilisé conjointement avec le Cadre de Moyens d'existence durables (voir l'annexe 2 et la section 5 de la 1^{re} partie). Ces cadres seront utilisés comme outils pour poser les questions adéquates : et non pas comme des schémas directeurs. Pour chaque secteur de programme et chaque situation locale, le mélange et l'équilibre des causes sous-jacentes diffèrent.

Il est utile de discuter des causes du problème avec les différents acteurs et disciplines opérant dans le même secteur. L'expérience fait ressortir que la plupart des acteurs acceptent facilement la manière de décrire le problème ; toutefois le processus de se mettre d'accord sur l'importance relative des causes du problème est souvent plus difficile à réaliser. Les interventions appropriées pourront être identifiées à condition d'avoir la même vision sur les causes de l'insécurité alimentaire.

A ce stade, le cadre conceptuel adapté au niveau local sera utilisé comme outil de communication entre les différents secteurs et acteurs pour une analyse approfondie des causes les plus importantes de l'insécurité alimentaire et des interventions qui peuvent être développées par les différents secteurs ou acteurs.

3.4 L'analyse de genre avec les groupes cible

L'analyse du contexte et du problème est incomplète sans une analyse de genre. Des questions sur la différence des impacts de la politique/du programme sur les femmes et sur les hommes ; les avantages et les désavantages ; les rôles et les responsabilités ; qui fait quoi, qui a quoi, qui a besoin de quoi et quelles stratégies et approches sont nécessaires pour supprimer l'écart entre les hommes et les femmes etc. devront être posées et analysées pour avoir une vision complète de la situation. L'analyse de genre identifie les points suivants :

- la vie des femmes et des hommes, leurs expériences, leurs besoins, leurs problèmes et leurs priorités sont différents ;
- les vies des femmes ne sont pas identiques ; leurs intérêts peuvent tout autant être déterminés par leur position sociale ou leur identité ethnique que par leur genre ;
- les expériences de la vie des femmes, leurs besoins, leurs problèmes et leurs priorités diffèrent selon les groupes ethniques ;
- les expériences de la vie, les besoins, les problèmes et les priorités varient selon les groupes de femmes (ils dépendent de l'âge, de l'ethnicité, de l'invalidité, des niveaux de revenus, de la situation au travail, de la situation de famille, de l'orientation sexuelle et si elles ont des personnes à charge) ;
- des stratégies différentes pourraient être nécessaires pour parvenir à des résultats équitables pour les femmes et les hommes ainsi que pour les différents groupes de femmes et
- l'analyse visera la réalisation de l'équité plutôt que de l'égalité.

Cette analyse devrait fournir la base à l'organisation et aux participants au projet pour élaborer un set de 'profils' basés sur les activités et l'accès. Ces profils sont discutés séparément ci-dessous.

Profil des activités

Qui fait quoi ? Que font les hommes et les femmes (les adultes, les enfants, les personnes âgées) ? Où et quand ces activités ont-elles lieu ? L'organisation doit connaître les tâches des hommes et des femmes dans la région du projet afin de diriger leurs interventions vers les personnes qui assument des tâches spécifiques. Ceci inclut la collecte des données sur la participation des femmes et des hommes à chaque étape du cycle de travail (agriculture, commerce etc.), sur les tâches partagées et non partagées et sur le degré de rigidité de la répartition du travail par genre. L'objectif consiste à s'assurer que les femmes participent activement au projet et qu'elles ne sont pas défavorisées.

En général, le profil des activités considère toutes les catégories d'activités : productives, de reproduction et les services liés à la communauté. Il identifie le temps consacré à chaque activité, la fréquence de cette activité (ex. à base journalière ou saisonnière), les périodes de grande demande de travail et les demandes supplémentaires auprès des femmes, des hommes et des enfants requises par le programme. Le Profil des activités identifie aussi le lieu où elles se déroulent, à la maison ou ailleurs (le village, le marché, les champs ou les centres urbains) et la distance du domicile à ces lieux. Cette information donne une idée sur la mobilité des femmes et des hommes et permet d'évaluer l'impact du programme sur la mobilité, les moyens de voyage, le temps de voyage pour chaque activité et les moyens potentiels pour économiser le temps.

Profil de l'accès et du contrôle

Ce sujet touche les questions suivantes : qui a l'accès et le contrôle des ressources et des prises de décisions ? Le Profil de l'accès et du contrôle examine les ressources productives suivantes : la terre, l'équipement, le travail, le capital et le crédit, l'éducation et la formation. Il fait une distinction entre l'accès à une ressource et le contrôle des décisions relatives à son attribution et à son utilisation. Il permet aux planificateurs d'estimer si le projet proposé pourrait entraver l'accès existant aux ressources productives ou s'il pourrait changer l'équilibre de pouvoir entre les hommes et les femmes lié au contrôle des ressources.

Le profil examine aussi le taux de difficulté rencontré par les femmes pour participer équitablement aux projets. Par exemple, si les femmes ont un accès limité au revenu ou à la terre, elles pourraient être incapables d'adhérer aux groupes fournissant des apports de production et des opportunités commerciales ou de devenir producteurs commerciaux indépendantes.

Certains sous-groupes d'hommes peuvent aussi être touchés par ces désavantages. Des interventions (comme la création de groupes d'utilisateurs de l'eau ou de coopératives) peuvent déterminer qui a l'accès et le contrôle des ressources productives et qui pourrait modifier les types d'accès et de contrôle existants.

3.5 Analyse VIH/Sida¹⁵

Il est nécessaire d'utiliser un point de vue spécifique VIH/Sida pour une approche adéquate des projets et des programmes. Ce point de vue VIH/Sida est un outil conceptuel conçu pour aider les gens, allant des fermiers aux décideurs, de revoir la situation à partir du VIH/Sida. Il est conçu pour encourager la réflexion sur la manière dont la situation existante peut accroître ou réduire les risques que courent les gens, soit en contractant le VIH, soit en souffrant des conséquences des maladies liées au Sida et à la mort, et comment les actions des projets pourraient y contribuer de manière positive ou négative.

Les détails pour utiliser ce point de vue sont décrits dans Loevinshon and Gillespie (2003:

28-34), vous les trouverez sur Internet en cliquant sur : <http://www.isnar.cgiar.org/renewal/pdf/RENEWALWP2.pdf>. En principe il comprend les 3 étapes suivantes :

Etape 1 : comprend un examen des politiques et des programmes existants en fonction de leur contribution potentielle de leur contribution (positive ou négative) à la prévention et à la diminution de VIH/Sida. On peut recourir à un atelier, utiliser des

¹⁵ Voir aussi la 1re partie, section 5.

outils participatifs et impliquer le personnel et les participants au projet. Les questions clé qu'il faudra aborder sont les suivantes :

- 1 Comment cette politique ou ce programme peuvent-elles/ils augmenter la sensibilité des gens au VIH ?
- 2 Comment cette politique ou ce programme peuvent-elles/ils augmenter la vulnérabilité des gens aux conséquences du Sida?

Etape 2 : implique de retrouver les politiques et les programmes qui ont les effets les plus positifs ou les plus négatifs. Les données quantitatives et qualitatives devront être collectées en utilisant différents outils participatifs et en impliquant les personnes concernées.

Etape 3 : nécessite la modification des programmes et des politiques, basés sur les évidences fournies dans l'étape 2. Il se peut qu'une modification du programme ne soit pas nécessaire ; mais au cas où certains aspects doivent être modifiés, il faudra agir avec prudence pour concevoir une nouvelle stratégie qui abordera les problèmes identifiés. Ceci pourrait impliquer la création de nouvelles alliances avec d'autres protagonistes et exiger le développement d'une nouvelle base de mesure des progrès liés à ces problèmes.

A chaque étape, il est important que le problème de genre et les autres problèmes liés soient abordés (la caste, l'âge etc.), en particulier les effets sur les femmes et sur les personnes vulnérables à d'autres menaces. Quelques outils sont aujourd'hui disponibles pour intégrer les problèmes de VIH/Sida aux programmes de sécurité alimentaire. Vous en trouverez les détails sur le portail KIC (www.oxfamkic.org).

3.6 Formulation du niveau d'intervention le plus approprié

A ce stade, les organisations partenaires tiendront compte de nombreuses considérations dont les suivantes : la capacité de chaque organisation ; les risques et les coûts des interventions planifiées ; comment les bénéficiaires hommes et femmes perçoivent les interventions ; comment les interventions répondront aux priorités et aux besoins des hommes et des femmes etc. A ce stade, il faudra planifier toutes les étapes de l'intervention – des objectifs aux activités et aux ressources requises (budget). A ce stade, les indicateurs clé, qui pourront être utilisés ultérieurement pour mesurer les progrès et les succès des interventions seront identifiés (voir 2^e partie, section 6 – ci-dessous – pour plus d'informations sur les indicateurs pour les programmes de sécurité alimentaire). Vu que les conditions changent rapidement et qu'elles varient souvent de manière importante d'un endroit à l'autre, une analyse simple, même impliquant différents acteurs, s'avérera inadéquate pour identifier l'intervention(s) la plus appropriée(s). Il est dès lors important d'expérimenter et d'être prêt à tester de nouvelles idées d'une manière appropriée au contexte et aux partenaires. Il serait utile de disposer d'interventions plausibles pouvant être testées par différentes organisations, villages ou individus de manière successive.

3.7 Exécution

Exécuter les activités des projets, avec la participation active des bénéficiaires des projets.

Mettre en pratique le projet ou le programme.

3.8 Suivi, évaluation et apprentissage

Une fois que l'organisation entame l'exécution du programme, il est crucial de collecter de manière systématique et régulière des données clé pour le suivi. La collecte systématique de données permet de maintenir les interventions en ligne avec le plan, de les adapter lorsque c'est nécessaire et de vérifier si les activités se déroulent dans les temps.

Le suivi implique la collecte systématique et régulière des données par le personnel de programme et de gestion. L'évaluation est un processus plus approfondi qui permet de trouver les impacts les plus importants et durables du projet liés à la situation des bénéficiaires. Pour un projet de sécurité alimentaire, l'évaluation doit permettre de savoir si et dans quelle mesure le projet a apporté des améliorations au statut nutritionnel des membres des ménages et de savoir si ces améliorations survivront à la durée du programme.

Le système d'apprentissage est basé sur une série de feedback, ou de boucles d'apprentissage entre les protagonistes aux différents niveaux. Ceci fournit aux protagonistes une information opportune et adéquate pour étayer leur management, leur investissement ou d'autres décisions. A travers une approche du système d'apprentissage, les équipes de recherche, d'évaluation et de suivi sont responsables de fournir le feedback à tous les protagonistes, en particulier à ceux impliqués dans la gestion au niveau local et national des programmes et de canaliser les demandes et les besoins des participants au projet. Les projets incluent un système d'apprentissage facilitant la formation des personnes dans les communautés de projets, des managers de projets, des partenaires de projets ainsi que des décideurs au niveau national et international qui appliqueront les résultats à d'autres projets et programmes. Le portail KIC d'Oxfam Novib (www.oxfamkic.org) aide les partenaires à partager leurs idées et leurs expériences et à avoir accès aux connaissances des autres personnes s'occupant du même sujet.

Toutes ces mesures doivent être prises en étroite collaboration avec la plupart des acteurs impliqués.

Premièrement et avant toute chose, les bénéficiaires d'un projet ou leurs représentants, participeront le plus possible à chaque étape. Les avantages d'une telle participation sont nombreux et incluent entre autres les points suivants :

- Une analyse plus complète du problème et un moindre risque de laisser passer des sujets ou des aspects importants. Un éventail plus large d'opinions, d'idées et d'expériences permet d'éviter les préjugés. Le nutritionniste, l'agronome, le sociologue, les leaders officiels et non officiels, le gouvernement et le non-gouvernement et les femmes et les hommes devront tous avoir la possibilité de contribuer au processus.
- Réduire les possibilités de répétition inutile et de "ré-inventer l'eau chaude". En invitant les autres organisations et institutions à participer au processus, on apprend ce que font les autres, ce qui a déjà été essayé, quelles interventions étaient couronnées de succès etc.
- Augmenter le sentiment d'engagement et "d'appartenance" avec plus de personnes conscientes des événements.
- La participation des bénéficiaires à l'exécution, le suivi et à l'évaluation fournit les feedback nécessaires à la gestion du programme sur les perceptions, les sentiments et les changements au niveau des bénéficiaires.

4 Méthodes

4.1 Collecte des données

Collecte des données primaires

Le personnel de projet et les leaders des communautés utilisent leurs connaissances locales pour évaluer et analyser la situation. Il existe deux approches principales pour la collecte des données primaires. L'une consiste à organiser un sondage standardisé (par échantillonnage) des ménages en utilisant des questionnaires et des enquêteurs qualifiés. Ce type de sondage des ménages aborde différentes questions liées au revenu, à la production de nourriture, au statut nutritionnel, à la santé etc. et peut être combiné avec les observations et les mesures du statut nutritionnel. On peut aussi utiliser un nombre de techniques qualitatives regroupées sous le terme de Participatory Rapid Assessment (évaluation participative rapide, PRA). Il faudra toutefois s'assurer d'y intégrer explicitement une analyse de genre, vu qu'elle n'est pas explicitement incluse dans le PRA. Les approches PRA sont plus flexibles, plus rapides et très appropriées pour obtenir l'information sur les opinions et les perceptions des causes sous-jacentes des problèmes nutritionnels et de nourriture. La plupart des méthodologistes recommandent une combinaison des techniques qualitatives participatives et de (petites) enquêtes, afin d'obtenir les meilleurs résultats pendant la collecte des données.

Collecte des données secondaires

Un projet de sécurité alimentaire recherche d'abord quelles données sont disponibles sur la sécurité alimentaire et nutritive au niveau national et local. Les sources possibles de données incluent les sites web, les statistiques du gouvernement, les recherches spéciales effectuées par les organisations internationales (Banque mondiale, FAO, UNICEF, OMS, PAM) et les rapports de projets d'autres organisations actives dans les mêmes secteurs.

4.2 Le planning participatif

Les méthodes de planning participatif les plus utilisées se composent de différentes formes de réunions de groupes informelles (au cours desquelles les membres des communautés classent les problèmes, les priorités et les actions nécessaires) et de sessions de planning plus formelles, nommées OOPP (Objective Oriented Project Planning, planning de projet orienté vers les objectifs). Il est nécessaire pour les deux approches d'assurer la participation des femmes et des groupes ethniques. Les réunions informelles de groupes au niveau des groupes cible peuvent être utilisées pour de petits projets. Les sessions OOPP sont plus appropriées pour les programmes plus importants, plus complexes et plus coûteux auxquels participent différents acteurs. Ces réunions entraînent des analyses détaillées et plus approfondies des objectifs, des stratégies, des activités et des ressources. Les sessions OOPP se basent sur la logique des programmes. Au cours des sessions, les différents protagonistes analysent les problèmes, les acteurs définissent les objectifs et les activités et discutent des risques et des hypothèses entourant les interventions.

4.3 Identification et sélection des interventions appropriées

Les critères suivants devront être utilisés lors de la sélection des interventions qui seront adoptées pour un programme ou un projet de sécurité alimentaire :

- Les interventions appropriées au contexte donné seront identifiées par le biais d'une analyse de situation participative, plutôt qu'au moyen d'une sélection de propositions ou d'un set d'interventions prédéterminées.
- Il faudra être conscient des liens entre les causes directes et structurelles de l'insécurité alimentaire et l'importance de sélectionner les interventions reliant les niveaux micro (groupe cible) et macro (politique et plaidoyer).
- Le choix des interventions est basé sur l'analyse des potentiels des ménages et des communautés. Les interventions réussies renforcent la base de ressources du ménage et améliorent le contrôle des groupes cible et la gestion des ressources naturelles de la communauté (la terre, l'eau, les forêts etc.). Elles devraient réduire la vulnérabilité des ménages et augmenter leur capacité à faire face aux changements externes et aux chocs.
- Les résultats des interventions seront soumis au suivi et à l'évaluation, par le biais de données désagrégées sexospécifiques ainsi que d'autres dimensions de genre, pour évaluer leur impact sur les groupes cible spécifiques.

Les interventions appropriées concernant la sécurité alimentaire sont sélectionnées sur base de l'évaluation et de l'analyse de la situation, elles seront testées et si nécessaire, adaptées aux conditions et aux besoins locaux. Les interventions peuvent être réalisées dans différents secteurs : agricole, santé, éducation, eau et installations sanitaires, génération de revenus et autres. Elles s'occuperont des trois piliers noyaux de la sécurité alimentaire : disponibilité, accès et utilisation, tous nécessaires à la promotion de la sécurité alimentaire. La disponibilité de la nourriture c'est assurer une disponibilité suffisante de nourriture à toutes les personnes par auto-production ou par acquisition. Ceci pourrait nécessiter un investissement dans l'agriculture ou les systèmes de distribution. L'accès à la nourriture, signifie assurer de meilleurs revenus aux personnes et un plus grand contrôle des femmes sur les ressources du ménage. Un investissement dans la génération des revenus sera probablement nécessaire. Utiliser la nourriture veut dire assurer de bons résultats nutritionnels et la sécurité nutritionnelle. Il faudra éventuellement investir dans l'éducation nutritionnelle, les services médicaux, l'approvisionnement en eau sûre et les installations sanitaires.

5 Les interventions envisageables dans un programme de sécurité alimentaire

Il existe trois niveaux d'intervention possibles, dont les exemples spécifiques sont les suivants :

5.1 Niveau individuel : s'occuper des causes directes de la sous alimentation

5.1.1 La consommation de nourriture inadéquate

- La distribution gratuite de nourriture, compléments alimentaires, vitamines (les vitamines A en particulier) ou les micronutriments (le fer et l'iode).
- Les cuisines collectives.
- L'aide alimentaire d'urgence.
- Les projets travail contre nourriture.

5.1.2 Les maladies

- Services médicaux.

5.2 Le niveau des ménages et de la communauté, traiter les causes sous-jacentes de la sous alimentation

5.2.1 La nourriture

- Les activités améliorant l'accès à la terre (jouir du droit à la terre), en particulier pour les femmes.
- Les activités améliorant l'accès aux ressources agricoles, en particulier pour les femmes.
- Activités génératrices de revenus, par exemple par le biais de crédits, de l'amélioration de la commercialisation des produits, visant les femmes en particulier.
- Activités de production de nourriture; irrigation, techniques de conservation des sols et de l'eau, extension, recherche, promotion du jardinage et de l'élevage du bétail, formations, fourniture des facteurs de production, les banques de semences, les services vétérinaires etc.
- Les activités pour le contrôle des prix de la nourriture pour les consommateurs : les banques de céréales, les magasins collectifs, l'achat collectif de nourriture et les mesures de vente et de marketing.
- Le stockage de la nourriture et les activités de conservation.
- Les interventions pour améliorer l'infrastructure rurale (les routes) pour réduire les frais de transport.
- La gestion des ressources des propriétés communes (les forêts, les lacs d'eau douce, les pâturages, la pêche de capture).
- Les activités de renforcement des associations de fermiers, de producteurs et de consommateurs de nourriture.
- Prestation des services agricoles supplémentaires (formations de savoir-faire).
- Soutenir le développement d'institutions locales participatives capables de soutenir et de tirer parti des efforts de l'organisation.

- L'accès à l'information et l'élargissement des liens de la communauté avec différents acteurs.

5.2.2 Soins

- Les activités qui mettent en question les rôles de genre existants au sein des familles : ex. une meilleure répartition des tâches de soins des enfants au sein des familles ; fournir plus de soutien aux parents (les mamans en général) pour s'occuper de leurs enfants.
- Les activités aidant les femmes à contrôler leurs charges de travail (les moulins à grains, des cuisinières améliorées etc.).
- Des activités éducatives qui aident les ménages à s'occuper des enfants (nutrition, soins médicaux, suivre les enfants), les soins pour les femmes enceintes et celles qui allaitent leurs enfants (leur donner le temps de se reposer ainsi qu'une nourriture saine et de bonne qualité).
- Les structures d'accueil des enfants pour prendre le relais des femmes qui s'occupent à longueur de journées des enfants en bas âge et permettre aux mamans de participer à des activités économiques. Les enfants peuvent aussi recevoir de la nourriture dans les centres.
- Les activités éducatives pour pousser les hommes à discuter des décisions dans le ménage relatives à la nourriture et à d'autres ressources ménagères.

5.2.3 La santé

- L'éducation liée à la santé, l'hygiène et l'alimentation
- L'accès aux services de santé reproductive (soins de santé maternel, planning familial, Sida, MST, contraceptifs etc.)
- Fournir l'eau sûre et les installations sanitaires
- Fournir les médicaments indispensables, les vaccins et les vitamines
- Les activités favorisant un accès aux services de santé et d'éducation à la portée de tous
- Les services
- La formation des professionnels de la santé et des enseignants
- Les campagnes de déparasitage

5.3 Les niveaux communautaires, national et international : s'occuper des causes structurelles de la sous alimentation

- Le lobby des politiques nationales comme la politique agricole, les prix de la nourriture et les droits aux sols. On pourrait examiner l'efficacité de toute politique nationale de sécurité alimentaire ainsi que les caractères adéquats et le ciblage des investissements afin d'assurer l'accès à et la disponibilité de la nourriture.
- Fournir un accès équitable aux ressources productives, comme la terre, la technologie, l'eau et le crédit (assurer les droits à la propriété des petits agriculteurs).
- Accorder une attention spéciale aux besoins des agricultrices dont la majeure partie des cultures sera consommée par leur famille.
- Assurer la durabilité de la production alimentaire et utiliser les variétés de cultures appropriées, y compris les cultures qui supportent la sécheresse et le sel et les variétés résistantes aux insectes nuisibles, un bétail amélioré et des technologies de production, abordables, respectueuses de l'environnement et qui augmentent la productivité.
- Réduire la dépendance de la production alimentaire sur les éléments externes. Fournir un accès fiable opportun à un prix raisonnable aux facteurs de

production appropriés comme les outils, les semences, les engrais chimiques et si nécessaire, les pesticides ainsi qu'un crédit, souvent nécessaire pour se les procurer.

- Fournir des services supplémentaires et une aide technique pour transmettre à temps l'information et les développements technologiques ainsi que la gestion de ressources durables pour les agriculteurs et transmettre les inquiétudes des agriculteurs aux chercheurs et aux décideurs politiques.
- Améliorer l'infrastructure rurale et les marchés efficaces.
- Fournir l'enseignement primaire, les soins médicaux, l'eau propre, des installations sanitaires sûres et faciliter les standards nutritionnels de qualité.
- Fournir aux agriculteurs des formations participatives sur place. Il faudra insister en particulier sur les technologies respectueuses de l'environnement et sur l'implication des femmes, en s'occupant des contraintes spécifiques qu'elles rencontrent lorsqu'elles participent aux activités traditionnellement considérées comme des activités réservées aux hommes.
- Le lobby des politiques internationales comme celles de l'OMC
- Le lobby pour les droits des petits agriculteurs et des ouvriers agricoles
- Le lobby pour les droits des femmes et des enfants.

L'objectif de la sécurité alimentaire ne peut être réalisé à travers une intervention unique, mais nécessite un ensemble d'interventions, soigneusement identifiées, étroitement liées et soumises à des évaluations. La sécurité alimentaire fournit un principe organisateur pour esquisser des interventions à partir de différents secteurs, qui ensemble, améliorent la sécurité alimentaire des gens.

6 Les indicateurs de mesure des changements

Des indicateurs spécifiques seront utilisés pour l'évaluation et le suivi des programmes de sécurité alimentaire et pour quantifier leur impact. Il est important de prendre des mesures de base au début d'un projet pour contrôler les changements tout au long de la durée du projet (mesurant ainsi le niveau initial de l'insécurité alimentaire et les changements qui pourraient survenir tout au long du projet).

Cette section fournit des exemples d'indicateurs reconnus au niveau international et considérés comme des mesures adéquates d'insécurité alimentaire ayant fait leurs preuves au niveau pratique de leur application. Ces indicateurs peuvent aussi être appliqués aux programmes multisectoriels intégrés qui visent entre autre l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Tous ces indicateurs mesurent la sécurité alimentaire au niveau individuel, l'objectif fondamental de tous les programmes de sécurité alimentaire.

6.1 Indicateur (résultat) : diversité des régimes alimentaires

C'est la somme des aliments consommés par une personne sur une période spécifique. Il pourrait s'agir du total du nombre de différents groupes d'aliments consommés, du nombre de différents aliments à l'intérieur d'un groupe de nourriture ou encore une somme pesée – où le poids supplémentaire indique la fréquence de consommation des différents aliments.

La méthode pour générer ces données

On demande à un ou plusieurs membres d'un ménage les différents aliments qu'il a consommés pendant une période spécifique. En cas de doute sur les différences de consommation alimentaires à l'intérieur d'un ménage, ces questions seront posées à différents membres du même ménage. Les pratiques lors de l'exécution de cette méthode on fait ressortir que des listes détaillées, composées de 100 à 120 produits alimentaires, sont plus utiles que des listes sélectionnées ; elles permettent de faire la distinction entre les ménages plus riches et plus pauvres.

Pour déterminer la liste des produits qui devront être repris, on a recours à des exercices rapides d'évaluation, des discussions avec les informateurs et les références des enquêtes précédentes.

Avantages et désavantages

Le recours à cette méthode découle des observations faites dans différents pays en développement qui ont fait ressortir que plus les ménages sont riches, plus la consommation de nourriture sera variée. Il est facile de former les enquêteurs à poser ces questions et en général, les personnes interviewées peuvent y répondre facilement. Il suffit de 10 minutes par personne pour répondre à ces questions. Les tests sur le terrain indiquent que : la sécurité alimentaire est en corrélation avec les niveaux d'absorption calorique ; elle permet de suivre les modifications saisonnières de sécurité alimentaire (les mesures de diversité alimentaire sont les plus élevées immédiatement après la récolte et les plus basses pendant la saison de disette) et d'identifier les différences de consommation de nourriture à l'intérieur d'un ménage.

Au nord du Mali par exemple, les femmes ont indiqué qu'il était plus probable qu'elles réduisent leur propre consommation de nourriture au lieu de réduire celle de leurs maris pendant les périodes de stress ; ce qui ressort des scores de diversité diététique plus élevés chez les hommes. Un régime alimentaire varié est en soi un signe de richesse. L'inconvénient de cette méthode de mesure est qu'elle n'enregistre pas les quantités de nourriture consommées.

6.2 Indicateur (résultat) : les stratégies des ménages

C'est un indicateur basé sur la manière d'adaptation des ménages face à la présence ou à la menace de pénuries alimentaires. La personne du ménage qui est la principale responsable de la préparation et de la distribution des repas répond à une série de questions sur sa manière de gérer les pénuries alimentaires.

La méthode pour générer ces données

La personne la mieux informée dans le ménage sur la préparation et la distribution de la nourriture répond à une série de questions. Elles incluent les points suivants :

Au cours des sept derniers jours :

- 1 Le ménage a-t-il consommé des aliments moins préférés ? (entourer la meilleure réponse.)
A. Pas du tout B. Rarement (une fois) C. De temps en temps (2 ou 3 fois) D. Souvent (5 fois ou plus).
- 2 Avez-vous réduit la quantité de nourriture servie aux hommes de ce ménage ?
A. Pas du tout B. Rarement (une fois) C. De temps en temps (2 ou 3 fois) D. Souvent (5 fois ou plus).
- 3 Avez-vous réduit votre propre consommation de nourriture ?
A. Pas du tout B. Rarement (une fois) C. De temps en temps (2 ou 3 fois) D. Souvent (5 fois ou plus).
4. Avez-vous réduit la quantité de nourriture servie aux enfants (les garçons et les filles) de ce ménage ?
A. Pas du tout B. Rarement (une fois) C. De temps en temps (2 ou 3 fois) D. Souvent (5 fois ou plus).
5. Certains membres de ce ménage ont-ils sauté des repas ?
A. Pas du tout B. Rarement (une fois) C. De temps en temps (2 ou 3 fois) D. Souvent (5 fois ou plus).
6. Certains membres de ce ménage ont-ils sauté les repas pendant toute une journée ?
A. Pas du tout B. Rarement (une fois) C. De temps en temps (2 ou 3 fois) D. Souvent (5 fois ou plus).

Avantages et désavantages de cette méthode de mesure

Cette méthode de mesure comprend trois caractéristiques intéressantes. Premièrement, elle est facile à réaliser en moins de trois minutes par ménage. Deuxièmement, elle capture directement les notions de suffisance et de vulnérabilité – y a-t-il en ce moment assez à manger dans ce ménage ? – et la vulnérabilité des ménages – ceux qui utilisent plus de stratégies pour y faire face ou ceux qui utilisent des stratégies plus sévères seront probablement plus pauvres et plus vulnérables à

l'indigence. Troisièmement, les questions posées sont faciles à comprendre pour les personnes interrogées, les analystes et les concepteurs de projets.

Il existe aussi des désavantages. Vu qu'il s'agit d'une mesure subjective – chaque personne comprend différemment le sens de “manger de plus petites portions” – la comparaison entre les ménages ou les localités cause problème vu que les différents groupes ont une différente perception du concept de régime “alimentaire sûr”. Des tests effectués sur le terrain montrent des différences dans les réponses des hommes et des femmes ; en outre, les ménages plus pauvres ont tendance à indiquer des quantités plus petites que les ménages aisés. Ainsi, cette mesure pourrait être quelque peu trompeuse – un ménage plus riche et un ménage plus pauvre pourraient consommer de plus petites quantités, ce qui n'implique pas une augmentation identique d'insécurité alimentaire. Il en résulte que si on se base uniquement sur cette mesure, l'évaluation de l'impact d'une intervention pourrait entraîner que des objectifs inférieurs soient fixés pour les ménages les plus pauvres comparés aux ménages les plus riches.

Un autre désavantage à mentionner est qu'il est relativement facile de mal interpréter les situation financière d'un ménage. Par exemple, des ménages pourraient comprendre qu'ils pourraient bénéficier d'une aide s'ils déclarent avoir plus souvent recours à ces stratégies pour s'en sortir ; et pourraient être tentés de les exagérer. Pour terminer, il faudra décider du poids des questions et des niveaux des réponses. On pourrait recourir à des techniques rapides d'évaluation pour obtenir cette information.

6.3 Indicateur (impact) : statut nutritionnel

L'évaluation nutritionnelle peut constituer un élément très précieux dans le processus de suivi et d'évaluation des programmes de réduction de la pauvreté. Les raisons en sont nombreuses en voici quelques unes :

- Les mesures nutritionnelles fournissent des connaissances sur le bien-être humain sensible aux modifications de l'approvisionnement alimentaire ainsi qu'à d'autres processus de développement des communautés.
- Les mesures nutritionnelles fournissent une évaluation non-subjective et quantitative des progrès d'un objectif fixé (l'élimination de la sous alimentation).
- Les individus directement intéressés par les résultats des interventions (y compris les personnes elles-mêmes) ne peuvent pas falsifier facilement les mesures nutritionnelles.
- Les mesures nutritionnelles sont faciles à obtenir, soit sur les sites de surveillance soit dans un échantillon de la recherche complète dans un but d'évaluation.

Pour déterminer si les interventions de projet ont amélioré la sécurité nutritionnelle des bénéficiaires, il faudra d'abord identifier quels indicateurs nutritionnels auraient pu être modifiés par les interventions de projet et quels sous-groupes de la population en auraient le plus probablement profité. Le tableau 1 résume quelques-uns des indicateurs les plus généralement utilisés.

Tableau 1 : Indicateurs généralement utilisés pour le statut nutritionnel

| Indicateurs | Interprétation |
|---|---|
| Fréquence de petite taille par rapport à l'âge (chétivité) chez les enfants en âge préscolaire ou scolaire. | La croissance squelettale (linéaire) des enfants est compromise suite à des restrictions dans un ou plusieurs domaines : nutrition, santé ou interactions mère-nourrisson. |
| Fréquence d'insuffisance pondérale par rapport à la taille (débilitant) chez les enfants en âge préscolaire ou scolaire. | Les enfants souffrent de maigreur à cause d'un déficit d'énergie et/ou d'une maladie provoquée par un manque d'appétit, une mauvaise absorption ou la perte de substances nutritives. Ce déficit d'énergie pourrait être causé par un manque de nourriture dans le ménage ou à cause d'une nourriture à basse densité énergétique qui rassasie avant que les besoins énergétiques de l'enfant ne soient assurés. |
| Fréquence d'insuffisance pondérale par rapport à l'âge (insuffisance de poids) chez les enfants en âge préscolaire ou scolaire. | Cet indicateur confond les deux processus décrits ci-dessus et se révèle dès lors un mauvais indicateur pour l'évaluation des besoins. |
| Prévalence d'un indice de masse corporelle réduit chez les adultes ou les adolescents. | Les adultes souffrent de maigreur à cause de prise d'énergie inadéquate, d'une augmentation non compensée d'activités physiques ou d'une maladie (grave). |
| Prévalence pour une circonférence réduite de la moitié supérieure du bras chez les adultes/adolescents. | Voir ci-dessus. Se limiter à la mesure du bras a l'avantage de fournir uniquement la masse de trois tissus – l'os, le muscle, et la graisse – les deux derniers sont très sensibles à la perte/gain de poids. |

D'autres indicateurs que l'on peut utiliser pour évaluer les changements de sécurité alimentaire pendant un laps de temps dans un endroit déterminé ou les différences entre les sites ou les groupes sociaux incluent les points suivants : les mesures de la possession de biens, la consommation de la nourriture et les dépenses. Le projet intitulé Food and Nutrition Technical Assistance (FANTA) a publié un guide fournissant des conseils pratiques sur l'utilisation de tous les indicateurs discutés dans cette section (voir Swindale & Punam 2005).

Annexes

Annexe 1 : Informations sur la sécurité alimentaire et ressources de données sur Internet*

| Nom de l'organisation | Adresse Internet |
|--|--|
| Bread for the World Institute (anglais et espagnol). | www.bread.org |
| FAO : Agriculture et sécurité alimentaire VIH/Sida et sécurité alimentaire Genre et sécurité alimentaire (espagnol, anglais, français, chinois et arabe). | www.fao.org http://www.fao.org/sd/hiv aids/ http://www.fao.org/gender/ |
| FIVIMS : Notes sur la collecte de données et niveau d'agrégation sur la sécurité alimentaire. | www.fao.org/waicent/fivims |
| Freedom House : indicateurs de droits civils et politiques. | www.freedomhouse.org/survey99 |
| IFPRI : Division de consommation alimentaire et de nutrition. Documents sur la pauvreté, la consommation de nourriture, VIH/Sida et nutrition (français, anglais et espagnol). | www.ifpri.org |
| UNDP : Indicateurs de développement humain (français, anglais, espagnol et chinois). | www.undp.org/hdro/indicators/html |
| UNEP/World Resources Institute : tables de données environnementales (français, anglais, espagnol et chinois). | www.wri.org/wri/facts/data-tables.html |
| UNICEF : données sur l'état des enfants dans le monde (français, anglais, espagnol et chinois). | www.unicef.org/sowd98/stats.htm |
| Banque mondiale (français, anglais, espagnol et chinois). | www.worldbank.org/data |
| OMS : banque de données mondiale sur la croissance des enfants et les catastrophes alimentaires (français, anglais, espagnol, arabe et chinois). | www.who.int/nutgrowthdb www.who.int/disasters |
| IDRC: International Development Research Centre (français, anglais et espagnol) | www.idrc.ca |
| Eldis Information sur : VIH/Sida, sécurité alimentaire, pauvreté, climat (anglais) | www.eldis.org |
| Resource Centres on Urban Agriculture and Food Security (RUAF) (la plupart en anglais uniquement – certains en français et en espagnol) | www.ruaf.org |
| Le portail KIC d'Oxfam (anglais, espagnol, français et portugais. Vous trouverez aussi des liens sur les organisations travaillant sur la sécurité alimentaire) | www.oxfamkic.org |

* Nous avons essayé de spécifier la langue utilisée pour les informations disponibles. Veuillez noter que ceci n'implique pas que tout le matériel sera disponible dans ces langues.

Pour une liste des sources citées consultez la 1^{re} partie Insérer la sécurité alimentaire au contexte des moyens d'existence : Un document de position d'Oxfam Novib

Annexe 2 : Cadres conceptuels

Figure 1 : Cadre conceptuel des causes d'insécurité alimentaire

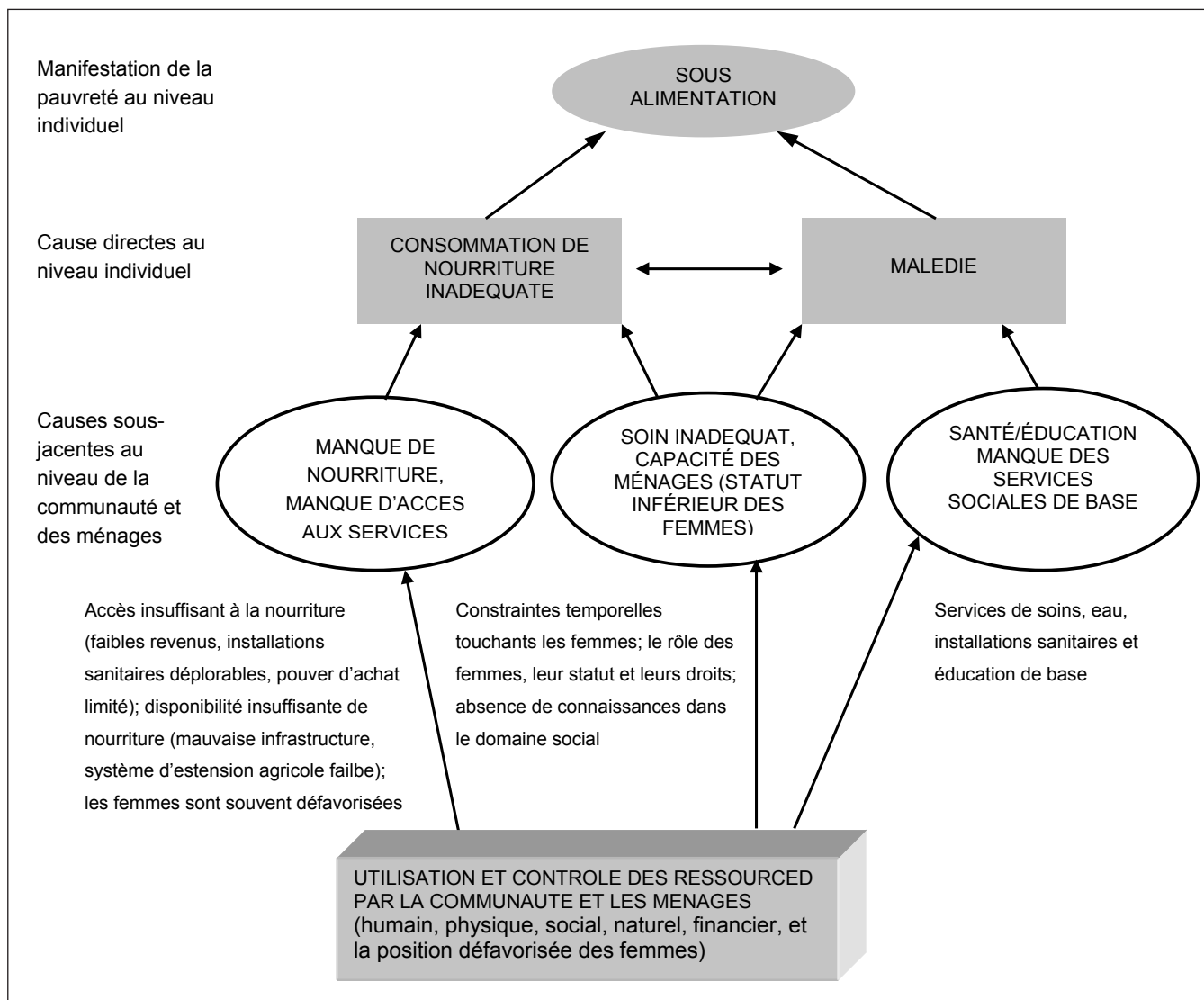
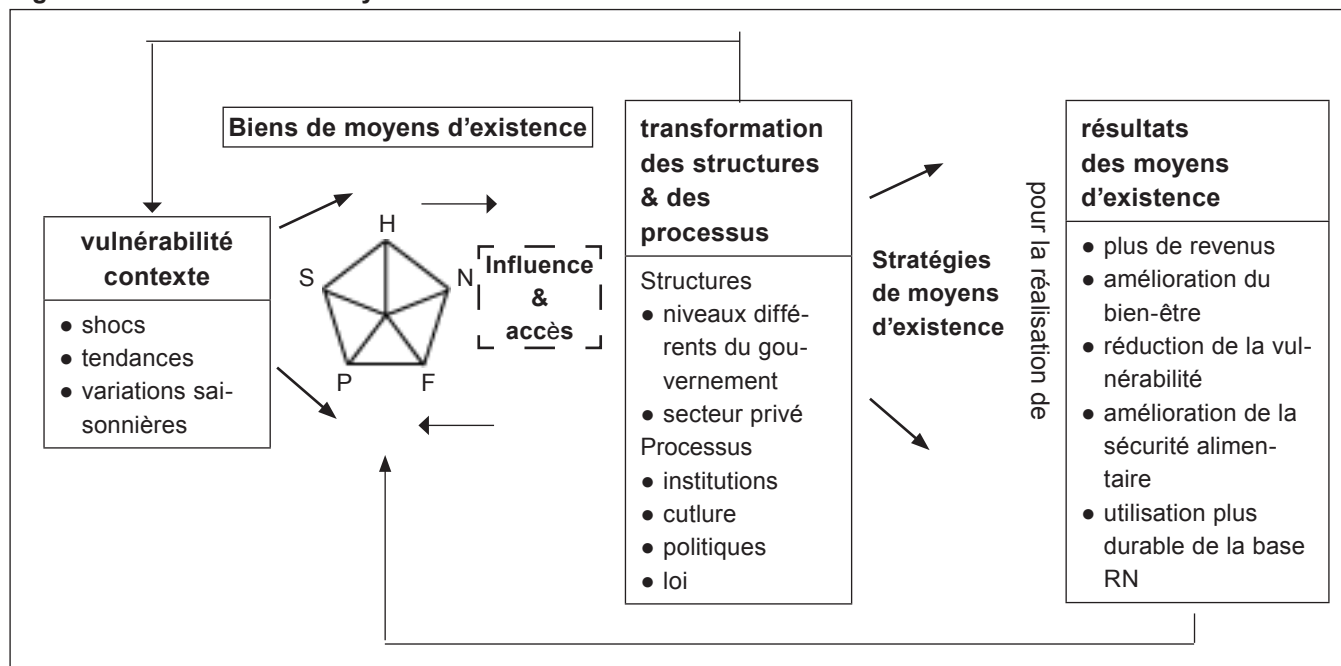


Figure 2 : Structures des moyens d'existence durables



Clés : H : capital humain, S : capital social, N : capital naturel, P : capital physique, F : capital financier

Adapté sur : http://www.livelihoods.org/info/guidance_sheets_pdfs/section1.pdf

Oxfam Novib
Boîte postale 30919
2500 GX La Haye
Pays-Bas

Téléphone : +31 (0) 70 342 16 21
Fax : +31 (0) 70 361 44 61
E-mail : info@oxfamnovib.nl
Site web : www.oxfamnovib.nl

Auteur : Gina E. Castillo (R&D),
Editeur : Valerie Jones/Contactivity
Version : Finale
Modifiée le : 12 November 2007



Un monde juste. Sans pauvreté.

 Oxfam Novib